



ARCHIVES DU SÉNAT

INVENTAIRE DES PROCÈS-VERBAUX DE LA COMMISSION SÉNATORIALE DES FINANCES

Les documents décrits ci-dessous ont été numérisés et mis en ligne sur le site internet du Sénat à l'occasion de la commémoration du [Centenaire de la Grande Guerre](#).

Contact : archives@senat.fr

PRÉSENTATION DE LA COMMISSION CHARGÉE DE L'EXAMEN DU BUDGET, DITE « COMMISSION DES FINANCES »

L'organisation et la composition de la commission des finances sont régies par les articles 20 et 22 du Règlement du Sénat de 1876, qui fixent les attributions de cette commission chargée de l'examen de tous les projets de loi portant demande de crédits supplémentaires et extraordinaires afférents aux exercices courants, clos ou périmés, de tous les projets ou propositions de loi qui peuvent avoir pour effet de modifier la situation du Trésor, enfin de la loi des recettes et des dépenses. Alors que le principe de l'examen d'un projet de texte par une commission *ad hoc* prévaut jusqu'en 1921, elle est la seule commission spéciale alors prévue par le Règlement du Sénat.

Ses 36 membres sont nommés par les Bureaux (depuis la résolution du Sénat du 28 janvier 1915), au début de chaque session ; en pratique, elle est nommée après la distribution de l'exposé des motifs du projet de budget. Son bureau comprend un président, des vice-présidents et des secrétaires, ainsi qu'un rapporteur général qui se consacre de manière spécifique à l'examen des questions budgétaires. De fait, c'est la commission la plus importante par le nombre de ses membres et sa pérennité.

La réforme du Règlement du Sénat de 1921 crée la commission dite « des finances » en tant que commission générale, à l'article 15. Son champ de compétence (article 16) est modifié : elle est désormais saisie au fonds de tous les projets et propositions de loi intéressant les recettes et dépenses budgétaires et la Trésorerie de l'Etat, et, pour avis, de tous les autres textes ayant une incidence budgétaire. Ses 36 membres (article 15), nommés après la distribution de l'exposé des motifs du budget de chaque exercice, sont désignés proportionnellement à la représentation des groupes politiques (articles 19).

INVENTAIRE

- 14S 42** Commission des finances, séances : procès-verbaux.
- 25 novembre 1913 : élection du bureau ; nomination des rapporteurs du budget.
- 27 novembre 1913 : rapport de M. Victor LOURTIES sur le PJJ relatif à la chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer ; nominations ; rapport de M. Ferdinand DREYFUS sur la PPL relative au cautionnement des ouvriers.
- 2 décembre 1913 : exposés sur des PJJ de MM. Raphaël MILLIES-LACROIX (aéronautique militaire), Emile AIMOND (emprunt), Alexandre RIBOT (nouvel impôt sur le capital) ; rapport de M. Auguste GERVAIS sur le PJJ accordant une pension à l'explorateur FOURREAU.
- 3 décembre 1913 : échange de vues sur la question de l'immunité de la rente.
- 12 décembre 1913 : rapport sur des PJJ de MM. Raphaël MILLIES-LACROIX (aéronautique militaire), et Charles COUYBA (musée Guimet).
- 16 décembre 1913 : élection du président ; rapports sur des PJJ de MM. Raphaël MILLIES-LACROIX (création du 21^{ème} corps d'armée), Emile DUPONT (convention radiotélégraphique internationale - conférence de Londres de 1912).
- 18 décembre 1913 : examen du PJJ relatif aux pensions.
- 23 décembre 1913 : adoptions des PJJ relatifs aux gorges de la Loue, aux sapeurs pompiers (médailles), aux surtaxes sur l'alcool, au crédit de la Chambre des députés, et de la PPL sur l'encaissement des effets de commerce.
- 24 décembre 1913 : rapport de M. Emile AIMOND sur le PJJ relatif au budget ; audition de M. Joseph NOULENS (ministre de la guerre) sur le PJJ relatif aux officiers et sous-officiers ; rapport de M. Auguste GERVAIS sur le PJJ relatif au crédit de l'Albanie.
- 26 décembre 1913 : échange de vues sur le PJJ relatif aux soldes des généraux et colonels, puis audition de M. Joseph NOULENS (ministre de la guerre) sur les crédits des programmes d'armement ; rapport de M. Guillaume CHASTENET de CASTAING sur le PJJ relatif aux instituteurs de l'Algérie ; audition de M. Joseph CAILLAUX (ministre des finances) sur la dette flottante et sur l'ajournement de l'emprunt.
- 15 janvier 1914 : rapport de M. Justin de SELVES sur le PJJ concernant la fête du 14 juillet ; échange de vues sur le PJJ relatif aux crédits 1913 (sous-secrétariat d'Etat).
- 20 janvier 1914 : échange de vues sur le PJJ relatif à l'ambassade de France à Tokyo ; audition de M. Joseph NOULENS sur la qualité des sous-secrétariats d'Etat.
- 30 janvier 1914 : audition de M. Gaston DOUMERGUE (Président du Conseil) sur l'ambassade de France à Tokyo.
- 3 février 1914 : adoption des PJJ relatifs aux sapeurs pompiers et à l'avance consentie à la Réunion (cyclone du 4 mars 1913).
- 5 février 1914 : rapport de M. Lucien HUBERT sur le PJJ portant sur les travaux du port de Casablanca.

7 février 1914 : rapport de M. HUBERT (suite) ; échange de vues sur le PJJ relatif à l'avance consentie à la Réunion.

10 février 1914 : audition de M. Gaston DOUMERGUE sur le PJJ relatif à l'emprunt du Maroc (Maghzen).

16 février 1914 : audition de M. Albert LEBRUN (ministre des colonies) sur le PJJ relatif à l'avance consentie à la Réunion ; examen du budget du ministère des finances.

19 février 1914 : lecture d'une lettre de M. Siméon FLAISSIERES sur le budget (percepteur) ; rapport de M. Ferdinand DREYFUS sur le PJJ relatif à la création d'emplois au tribunal de la Seine ; examen du budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale.

20 février 1914 : audition de M. Albert LEBRUN sur le PJJ relatif à l'avance consentie à la Réunion (suite) ; échange de vues sur le PJJ portant création d'une caisse de retraite des mineurs, miniers et ardoisiers ; exposé sur le PJJ dispensant de poinçonnement des ouvrages de platine, d'or et d'argent adjugés en ventes publiques ; rapport de M. Léon JENOUVRIER sur le budget de la marine marchande.

24 février 1914 : rapport de M. Paul DOUMER sur le PJJ relatif à l'ambassade de Tokyo ; examen du budget du ministère du travail (suite) puis audition de M. Albert METIN (ministre du travail) ; rapport de M. Emile AIMOND sur le PJJ portant ouverture de divers crédits ; échange de vues sur le PJJ créant un corps d'ingénieurs et d'agents militaires des poudres.

26 février 1914 : audition de M. Pierre AJAM (sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande) sur son budget.

27 février 1914 : examens des budgets du commerce et de l'école centrale.

4 mars 1914 : examen du PJJ dispensant de poinçonnement des ouvrages de platine, d'or et d'argent adjugés en ventes publiques (suite) ; échange de vues sur les PJJ relatifs aux pensions liées aux médecins militaires et aux crédits des chemins de fer (reliquat) ; examen du budget du ministère de l'instruction publique.

5 mars 1914 : examen du budget de l'instruction publique (suite).

6 mars 1914 : examen du budget de la marine militaire.

11 mars 1914 : audition de M. Joseph CAILLAUX (ministre des finances) sur le PJJ relatif aux crédits des chemins de fer ; échange de vues sur le budget de la guerre.

12 mars 1914 : rapport budgétaire de M. Jean AMIC (imprimerie nationale).

13 mars 1914 : audition de M. Paul JACQUIER (sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts) sur son budget ; rapport de M. Victor LOURTIES sur le PJJ relatif à l'exposition internationale de Lyon.

17 mars 1914 : rapports budgétaires de MM. Emile DUPONT (postes et télécommunications), Jules DEVELLE (agriculture), Paul DOUMER (affaires étrangères) ; rapport de M. LINTILHAC sur le PJJ relatif aux caisses des écoles.

19 mars 1914 : rapports budgétaires de MM. Léon JENOUVRIER (caisse des

invalides de la marine), Albert GERARD (travaux publics), Auguste GERVAIS (colonies).

20 mars 1914 : rapport de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le P.J.L. relatif aux effectifs de l'armée, sur le budget de la guerre ; échange de vues sur le P.J.L. relatif à l'exposition internationale de Lyon.

21 mars 1914 : rapports de MM. Justin de SELVES sur le P.J.L. relatif aux crédits des chemins de fer (reliquat) et sur les P.P.L. relatives aux crédits et aux dépenses de la Chambre des députés, Louis CACHET sur le budget des services pénitentiaires ; rapport de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le budget de la guerre (suite).

23 mars 1914 : rapport budgétaire de M. Alexandre BERARD (justice et agriculture) ; rapport sur le budget de la guerre (suite) ; audition de M. Albert METIN (ministre du commerce, des postes et des télégraphes) sur son budget.

24 mars 1914, audition de M. Albert LEBRUN (ministre des colonies) sur son budget ; examen du budget de l'instruction publique (suite) ; rapport de M. Eugène LINTILHAC sur le P.J.L. relatif au théâtre de l'Odéon ; adoptions des budgets des colonies et des postes.

25 mars 1914 : rapport de M. Victor LOURTIES sur le P.J.L. relatif à l'exposition internationale de Boulogne-sur-Mer ; examen de la loi de finances.

26 mars 1914 : échange de vues sur l'exposition internationale de Lyon ; audition de M. René VIVIANI (ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) sur le théâtre de l'Odéon et sur son budget ; rapports de MM. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le P.J.L. relatif au Maroc (crédits), Léon BARBIER sur le budget des chemins de fer.

1913 - 1914

14S 42 Commission des finances, séances : procès verbaux.

27 mars 1914 : rapport de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le P.J.L. relatif au Maroc (opération militaire) ; examen de la loi de finances (suite) ; rapport de M. Léon GERVAIS sur le P.J.L. relatif au port d'escale de Papeete (charbon) ; audition de M. PRIVAT-DESCHANEL (secrétaire général du ministère des finances) sur le budget.

28 mars 1914 : audition de MM. René RENOULT (ministre des finances) et PRIVAT-DESCHANEL sur le budget de la guerre et de la marine ; rapport de M. Paul DOUMER sur le P.J.L. relatif aux voyages des rois d'Angleterre et du Danemark ; rapport du rapporteur général sur le budget (ouverture et annulation de crédits).

30 mars 1914 : rapport de M. Jules DEVELLE sur le P.J.L. relatif à l'invasion des campagnols ; auditions de M. René RENOULT sur les besoins de la défense nationale, de M. Fernand DAVID (ministre des travaux publics) sur son budget ; rapports de MM. Eugène LINTILHAC (théâtre de l'Odéon), Victor LOURTIES (chambre de commerce de Brest).

1^{er} avril 1914 : rapports sur des P.J.L. de MM. Jules DEVELLE (coupes de bois dans les communes), Raphaël MILLIES-LACROIX (décorations des militaires

au Maroc et pensions d'adjudants en chef), Emile DUPONT (services de voitures automobiles), Ferdinand DREYFUS (modification loi de finances) ; échange de vues sur l'incorporation de l'impôt sur le revenu dans la loi de finances.

2 avril 1914 : échanges de vues sur le PJJ relatif aux constructions d'écoles en Algérie ; rapports sur des PJJ de MM. Emile CHAUTEMPS (artillerie navale, corps d'ingénieurs), Jules DEVELLE (coupes dans les bois des communes), Ferdinand DREYFUS (associations d'ouvriers français), Raphaël MILLIES-LACROIX (décorations des militaires au Maroc, et pensions d'adjudants en chef) ; examen de la loi de finances (suite).

3 avril 1914 : rapports sur des PJJ de MM. Emile AIMOND (crédits provisoires pour 1914), Eugène LINTILHAC (budget des beaux-arts) ; audition de M. René RENOULT sur le budget ; rapports sur des PJJ de MM. Léon JENOUVRIER (hypothèque maritime), Victor LOURTIES (congrès des chambres de commerce).

1^{er} juin 1914 : échange de vues sur les licences (alcool) ; lecture de deux lettres sur les étudiants étrangers (droits perçus) et sur le budget de l'instruction publique ; échange de vues sur les examens des textes des rapporteurs spéciaux.

8 juin 1914 : communication de M. Emile AIMOND sur la commission de l'impôt sur le revenu, rapports de M. Jules de SELVES sur les PJJ relatifs aux pensions des agents des services des douanes et des forêts et à la durée de travail dans l'industrie (crédits additionnels) ; lecture d'une circulaire (Confédération générale du travail, CGT) sur la semaine des 49 heures ; échange de vues sur le budget des colonies (Algérie).

15 juin 1914 : échange de vues sur les dépenses militaire au Maroc et sur la semaine anglaise (49 heures) ; rapport de M. Alexandre BERARD sur le PJJ relatif au tribunal d'Alger.

18 juin 1914 : échange de vues sur des modifications de crédits de différents budgets.

19 juin 1914 : audition de M. Gaston THOMSON (ministre du commerce, des postes et des télégraphes) sur les salaires des agents des postes.

20 juin 1914 : audition de M. Joseph NOULENS (ministre des finances) sur le projet d'emprunt.

22 juin 1914 : rapport de M. Victor LOURTIES sur le PJJ relatif à une école professionnelle à Tarbes ; échange de vues sur plusieurs budgets (instruction publique, travail, agriculture, postes).

23 juin 1914 : audition de M. René RENOULT (ministre des travaux publics) sur les attelages automatiques ; rapports sur des PJJ de MM. Léon GERVAIS (construction d'un chemin de fer en Afrique équatoriale française, AEF), Emile DUPONT (voiture automobile et acquisition et location de terrains de la ville de Paris).

24 juin 1914 : audition de M. Jean-Victor AUGAGNEUR (ministre de l'instruction publique) sur l'éducation post-scolaire ; rapport de M. Emile DUPONT sur l'acquisition et la location de terrains de la ville de Paris (suite).

25 juin 1914 : rapport de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le PJJ relatif aux

dépenses militaires au Maroc.

26 juin 1914 : rapports sur des P.J.L. de MM. Justin de SELVES (femmes en couches), Emile AIMOND (alcool industriel), Emile DUPONT (bureau de poste rue Bergère).

27 juin 1914 : examen de la loi de finances ; rapports de M. Emile AIMOND sur trois P.J.L. relatifs à l'ouverture de crédits.

29 juin 1914 : échange de vues sur le budget de la marine militaire ; rapports sur des P.J.L. de MM. Justin de SELVES (femmes en couches), Raphaël MILLIES-LACROIX (occupation militaire au Maroc) ; examen de la loi de finances (suite).

30 juin 1914 : audition de M. René VIVIANI (Président du Conseil) et de M. Joseph NOULENS sur la semaine anglaise.

1^{er} juillet 1914 : rapport de M. Lucien HUBERT sur le P.J.L. relatif au chemin de fer au Maroc ; audition de M. Jean BIENVENU-MARTIN (ministre de la justice) sur son budget.

2 juillet 1914 : rapports sur des P.J.L. de MM. Alexandre BERARD (juges suppléants, classement des préfectures, police à Toulon et à La Seyne-sur-mer), Jules DEVELLE (agriculteurs), Guillaume CHASTENET de CASTAING (constructions d'écoles en Algérie).

3 juillet 1914 : échange de vues sur l'Imprimerie nationale et sur l'uniforme de l'armée ; examen de la loi de finances (suite).

4 juillet 1914 : examen de la loi de finances (suite) ; échange de vues sur le P.J.L. relatif aux postes de télégraphie sans fil.

6 juillet 1914 : examen de la loi de finances (suite) et audition de M. Joseph NOULENS.

8 juillet 1914 : examen du P.J.L. relatif à la durée de travail dans l'industrie (semaine anglaise, 49 heures).

9 juillet 1914 : rapports sur des P.J.L. de MM. Paul DOUMER (crédits pour le voyage du Président à l'étranger, le ministère des affaires étrangères, le secours pour des français victimes des troubles au Mexique), Victor LOURTIÉS (exposition de San Francisco, jours fériés), Raphaël MILLIES-LACROIX (aéronautique militaire), Jean AMIC (imprimerie nationale) ; échange de vues sur les agents des postes.

10 juillet 1914 : audition de MM. Gaston THOMSON et Adolphe MESSIMY (ministre de la guerre) sur leur budget.

11 juillet 1914 : examen de la loi de finances (suite) ; rapports sur des P.J.L. de MM. Emile CHAUTEMPS (marine et corps des armuriers), Paul DOUMER (école d'Athènes), Alexandre BERARD (juges suppléants).

12 juillet 1914 : examen de la loi de finances (suite) et audition de M. Abel FERRY (sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères) ; rapports sur des P.J.L. de MM. DOUMER (affaires balkaniques, hôtel diplomatique à Athènes), Emile CHAUTEMPS (ouverture crédits 1914).

13 juillet 1914 : rapports sur des P.J.L. de MM. Paul DOUMER (Albanie septentrionale, statistique commerciale) ; échange de vues sur le budget des

postes ; examen de la loi de finances (suite) ; rapport de M. Paul DOUMER sur le PJJ relatif aux œuvres françaises au Maroc.

14 juillet 1914 : examen de la loi de finances (suite) ; rapport de M. Paul DOUMER (suite).

15 juillet 1914 : examen de la loi de finances (suite) ; audition de M. Joseph NOULENS sur le budget.

1914

14S 43 Commission des finances, séances : procès verbaux.

4 août 1914 : nominations ; adoptions des PJJ relatifs à la solde militaire, à la Banque de France, à la défense nationale, aux officiers publics et ministériels, aux allocations pour familles nécessiteuses ; échange de vues sur le PJJ relatif aux échéances des valeurs négociables puis audition de MM. Jean BIENVENU-MARTIN (Garde des Sceaux) et Gaston THOMSON (ministre du commerce) ; adoptions des PJJ relatifs aux cours d'appel et tribunaux ; audition de MM. Joseph NOULENS (ministre des finances) et des ministres de la justice et du commerce sur PJJ relatif aux valeurs négociables.

16 décembre 1914 : échange de vues sur la poursuite des travaux.

18 décembre 1914 : communication de M. Paul PEYTRAL sur la fabrication du pain et sur les contributions des agriculteurs ; échange de vues sur les crédits des postes et télégraphes et sur les difficultés d'examiner les crédits de chaque ministère.

19 décembre 1914 : nomination ; auditions de M. Alexandre MILLERAND (ministre de la guerre) et TOUSSAINT (directeur du service de santé) sur le matériel militaire et sur l'organisation du service de santé puis de M. Alexandre RIBOT (ministre des finances) sur le budget.

21 décembre 1914 : audition de M. René VIVIANI (Président du Conseil) sur les départements envahis.

22 décembre 1914 : rapport de M. Alexandre BERARD sur le PJJ relatif aux sénateurs de la série B ; échange de vues sur le contrôle des dépenses militaires ; rapport de M. Guillaume CHASTENET de CASTAING sur le PJJ relatif au budget de l'Algérie pour 1915 (perception des revenus).

23 décembre 1914 : échange de vues sur le PJJ relatif aux sénateurs de la série B ; rapport de M. Léon GERVAIS sur le PJJ relatif aux banques coloniales ; audition de MM. René VIVIANI et Gaston THOMSON (ministre de la marine) sur des crédits provisoires.

25 décembre 1914 : échange de vues sur le rôle de contrôle exercé par la commission.

12 janvier 1915 : échange de vues sur le PJJ relatif au cahier de crédits supplémentaires.

25 janvier 1915 : audition de M. Alexandre RIBOT (ministre des finances) sur les bons de la défense nationale.

26 janvier 1915 : audition de M. Théophile DELCASSE (ministre des affaires

étrangères) sur la situation générale de la France.

29 janvier 1915 : examen du PJJ sur l'émission d'obligations à court terme puis audition de M. Alexandre RIBOT ; adoption de deux rapports relatifs sur l'émission d'obligations et des bons du trésor.

5 février 1915 : rapports de M. Georges TROUILLOT sur les PJJ relatifs à la liste du jury criminel et sur le cas d'interruption des communications, et de M. Alexandre BERARD sur le PJJ relatif aux chemins vicinaux ; échange de vues sur les fonctionnaires.

12 février 1915 : examen des PJJ relatifs aux pensions des fonctionnaires, aux mutations cadastrales (propriétés immobilières) ; échange de vues sur le PJJ relatif au petit et moyen commerce et industrie.

23 février 1915 : rapport de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le PJJ relatif aux marchés de la guerre.

2 mars 1915 : échange de vues sur le PJJ relatif aux routes en Algérie et sur la PPL relative aux allocations des familles des victimes civiles ; rapports de MM. Emile AIMOND sur le PJJ relatif aux décrets pris en matière financière, Raphaël MILLIES-LACROIX sur les crédits du ministère de la guerre.

5 mars 1915 : audition de M. Louis MARTIN (directeur général des contributions indirectes) sur la fabrication de l'absinthe.

9 mars 1915 : échange de vues sur le PJJ relatif aux routes d'Algérie ; rapports sur des PJJ de MM. Raphaël MILLIES-LACROIX (crédits du ministère de la guerre - suite), Emile AIMOND (régularisation de décrets, crédits, ravitaillement de la population, absinthe).

13 mars 1915 : audition de MM. René VIVIANI (Président du Conseil), Alexandre MILLERAND (ministre de la guerre) et Alexandre RIBOT (ministre des finances) sur le PJJ relatif au budget de la guerre.

16 mars 1915 : rapport de M. Justin PERCHOT sur le PJJ relatif à la petite et moyenne industrie puis audition de M. RIBOT sur différents projets à voter en urgence ; rapport de M. Guillaume CHASTENET de CASTAING sur le PJJ relatif aux routes de l'Algérie.

19 mars 1915 : rapport de M. Emile AIMOND sur la PPL relative aux victimes civiles ; échange de vues sur les automobiles.

22 mars 1915 : rapport sur le PJJ relatif aux veuves des officiers ; échange de vues sur la PPL relative aux valeurs immobilières ; examen du PJJ relatif à la petite et moyenne industrie.

24 mars 1915 : audition de M. Alexandre RIBOT sur les valeurs immobilières.

26 mars 1915 : rapport de M. Léon JENOUVRIER sur le PJJ relatif aux décrets contre les risques de guerre maritime ; rapports des PJJ de MM. Emile AIMOND (crédits), Paul DOUMER (avances aux pays alliés) ; échange de vues sur des titres volés.

27 mars 1915 : examen du PJJ relatif à la petite et moyenne industrie ; échange de vues sur le ravitaillement de la population civile.

30 mars 1915 : audition de MM. René VIVIANI, Alexandre RIBOT, Fernand DAVID (ministre de l'agriculture), Théophile DELCASSE, Gaston THOMSON

sur le ravitaillement de la population.

2 avril 1915 : échange de vues sur le droit de contrôle de la commission.

22 avril 1915, rapport de M. MILLIES-LACROIX sur les marchés de projectiles ; échange de vues sur la question du blé.

23 avril 1915 : audition de M. BAUDIN-BUGNET (directeur général des contributions directes) sur les propriétés immobilières (mutation cadastrale).

3 mai 1915 : communication sur les mutations cadastrales, sur les marchés de projectiles, sur un marché de pâtes alimentaires ; échange de vues sur le PJJ relatif à la régularisation de décrets (fonds de chômage) ; rapports de M. Auguste GERVAIS sur plusieurs PJJ relatifs à la solde militaire et du personnel de l'administration des colonies, aux allocations familiales, et de M. Guillaume CHASTENET de CASTAING sur la PPL relative aux délais des prescriptions.

4 mai 1915 : auditions de M. Jean BIENVENU-MARTIN (ministre du travail) sur le PJJ relatif à la régularisation de décrets puis de M. Gaston THOMSON (ministre du commerce) sur le PJJ relatif au petit et moyen commerce et industrie.

11 mai 1915 : audition de M. Alexandre RIBOT (ministre des finances) sur le PJJ relatif aux bons de la défense nationale ; rapport de M. Emile AIMOND sur le PJJ relatif aux propriétés non bâties.

14 mai 1915 : échange de vues sur le PJJ relatif aux bons de la défense nationale, sur les mutations cadastrales, et sur le ravitaillement de la population.

18 mai 1915 : communication sur le ravitaillement de la population (blé) ; rapports sur des PJJ de MM. Auguste GERVAIS (emprunt de l'Afrique orientale française), Emile AIMOND (budget de l'école des beaux-arts).

19 mai 1915 : audition de MM. VIVIANI, RIBOT et THOMSON sur le ravitaillement de la population.

21 mai 1915 : exposé sur la régularisation de décrets (subventions pour le chômage).

26 mai 1915 : audition de MM. Fernand DAVID sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées (ravitaillement de la population).

28 mai 1915 : rapports sur des PJJ de MM. Raphaël MILLIES-LACROIX et Emile AIMOND relatifs aux pensions des veuves de militaires ; échange de vues sur les viandes frigorifiées ; rapport de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le budget de la guerre (partie militaire) ; communication sur les automobiles réquisitionnées.

31 mai 1915 : auditions de MM. René VIVIANI, Alexandre RIBOT, Fernand DAVID sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées.

3 juin 1915 : rapport de M. Léon JENOUVRIER sur le budget de la marine marchande ; audition de M. RIBOT sur l'opération de change avec les Etats-Unis ; auditions de MM. VIVIANI, RIBOT, DAVID sur l'acquisition de viandes (suite).

9 juin 1915 : communication sur le PJJ relatif au chômage, sur le PJJ relatif à

l'acquisition de viandes frigorifiées puis audition de MM. VIVIANI ET DAVID à ce sujet.

15 juin 1915 : échange de vues sur sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées ; rapport de M. MILLIES-LACROIX sur le PJJ relatif au blé ; audition MM. VIVIANI ET DAVID sur l'acquisition des viandes ; rapport de M. MILLIES-LACROIX sur les affaires Louis DREYFUS (acquisition de blé).

16 juin 1915 : échange de vues sur l'acquisition de blés et farines (ravitaillement de la population) puis audition de M. Georges PRIVAT-DESCHANEL (directeur de la comptabilité).

17 juin 1915 : échange de vues sur sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées puis rapport de M. Jules DEVELLE sur ce texte.

21 juin 1915 : échange de vues sur Louis DREYFUS (marche du blé) puis sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées.

24 juin 1915 : rapports sur des PJJ de MM. Raphaël MILLIES-LACROIX (allocations pour charge de familles), AIMOND (exercice 1915, impôts et revenus publics).

25 juin 1915 : rapport de M. Emile AIMOND (suite) ; examen de la loi de finances.

26 juin 1915 : audition de MM. Alexandre MILLERAND et Albert THOMAS (sous-secrétaire d'Etat à la guerre) sur le budget de la guerre (munitions, matériel).

29 juin 1915 : communication sur les douzièmes provisoires, sur l'établissement thermal de Bourbonne-les-Bains, sur le Président de la République (dotation), sur les automobiles, sur les instituteurs ; audition de MM. MILLERAND et THOMAS sur le budget de la guerre (suite).

Résumés des procès-verbaux remis à M. Alexandre BERARD sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées (*pages 183 à 194*)

1914 - 1915

14S 44 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

2 juillet 1915 : communication de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur les conserves de viandes ; examen du contre-projet (M. Justin PERCHOT) sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées ; rapports de M. Emile AIMOND sur les PJJ relatifs aux alcools et au budget de la guerre.

6 juillet 1915 : échanges de vues sur les prisonniers de guerre et sur la société des normes françaises ; audition de MM. Fernand DAVID (ministre de l'agriculture) et Joseph THIERRY (sous-secrétaire d'Etat à la guerre) sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées ; rapports sur des PJJ de MM. Victor PETITJEAN (haras), AIMOND (emploi d'obligations de la défense nationale, Banque de France, alcool et budget de la guerre).

7 juillet 1915 : échanges de vues sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées, sur la location d'un hôtel situé à Paris pour accueillir les services de l'artillerie, sur les automobiles réquisitionnées, sur l'affaire Louis DREYFUS, et

sur la solde parlementaire.

21 juillet 1915 : éloge funèbre de Ferdinand DREYFUS ; audition de M. Fernand DAVID sur le P.J.L. relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées, puis rapport de M. Alexandre BERARD ; nomination ; adoptions des P.J.L. relatifs au budget de la guerre et aux crédits supplémentaires.

22 juillet 1915 : rapports sur des P.J.L. de MM. Léon GERVAIS (veuves et orphelins de fonctionnaire), Pierre GUILLIER (officiers publics), Victor PETITJEAN (tuberculose) ; observations sur le marché des projectiles.

24 juillet 1915 : rapport de M. AIMOND sur le P.J.L. relatif aux services de la guerre et de la marine ; échange de vues sur la régularisation de décrets (subvention chômage) ; nomination.

27 juillet 1915 : échange de vues sur les marchés des chaussures et de l'habillement (peaux).

2 août 1915 : rapport de M. MILLIES-LACROIX sur le P.J.L. relatif au marché des projectiles ; rapports de M. AIMOND sur trois P.J.L. (contributions directes, territoires occupés, bons du trésor et de la défense nationale).

6 août 1915 : désignation ; échange de vues sur la P.P.L. relative à la tuberculose (assistance aux militaires) puis audition de M. BRISSAC (directeur général des services d'hygiène).

10 août 1915 : audition de MM. Alexandre RIBOT (ministre des finances) et Louis MALVY (ministre de l'intérieur sur la P.P.L. relative à la tuberculose.

11 août 1915 : rapport de M. Victor PETITJEAN sur la P.P.L. relative à la tuberculose ; audition de MM. René VIVIANI (Président du Conseil), Gaston THOMSON (ministre du commerce) et CHAPTAL (directeur au ministère du commerce) sur le P.J.L. relatif au ravitaillement de la population (blé).

2 septembre 1915 : communication sur la société d'éclairage électrique, sur l'achat de céréales au Maroc, sur les fournitures de chaussettes ; échange de vues sur le ravitaillement de la population.

7 septembre 1915 : exposé de M. Emile AIMOND sur le ravitaillement ; communication sur la rétrocession de viandes à Nancy et Lunéville ; rapports sur des P.J.L. de MM. Emile DUPONT (paquets postaux), Placide ASTIER (ventes des pharmacies, service santé).

10 septembre 1915 : communication sur l'entrave à la mission de M. MILLIES-LACROIX ; audition de M. Gaston THOMSON sur le P.J.L. relatif au ravitaillement (achat de céréales).

14 septembre 1915 : communication sur l'achat de céréales en Afrique du nord et sur les denrées fournies aux troupes ; rapport de M. Théodore STEEG sur la P.P.L. relative aux victimes civiles de la guerre (allocations).

15 septembre 1915 : audition de M. RIBOT sur le budget pour 1915 et sur la situation financière.

16 septembre 1915 : rapport de M. MILLIES-LACROIX sur le P.J.L. relatif au ravitaillement puis échange de vues sur le droit de contrôle des sénateurs.

21 septembre 1915 : échange de vues sur les munitions et l'artillerie, sur le

moratorium des loyers (décret).

22 septembre 1915 : audition de MM Alexandre MILLERAND (ministre de la guerre), Albert THOMAS, Joseph THIERRY et René BESNARD (sous-secrétaires d'Etat à l'équipement militaire, au ravitaillement et à l'aéronautique) sur le budget de la guerre.

23 septembre 1915 : audition de MM. THIERRY et BESNARD sur le comité consultatif, le Conseil d'Etat et la Cour des comptes, chargés de l'intendance et l'approvisionnement en nourriture des troupes, sur l'habillement, sur l'aviation et les dirigeables ; audition du directeur du génie sur les bois de chauffage.

7 octobre 1915 : audition de M. THIERRY sur l'achat de blé ; échange de vues sur les départements ministériels (simplification).

8 octobre 1915 : audition de M. Alexandre RIBOT sur le PJJ relatif à l'emprunt fait aux Etats-Unis.

13 octobre 1915 : communication sur les crédits du ministère des finances ; rapports sur des PJJ de MM. MILLIES-LACROIX (solde des soldats et sous-officiers), BERARD (subventions des départements) ; communication sur la fourniture de bois et sur les allocations militaires.

20 octobre 1915 : rapport de M. Paul DOUMER sur le PJJ relatif à la Commission européenne du Danube ; communication sur les officiers se trouvant en Indochine ; rapports de M. Victor PETITJEAN sur la PPL relative à l'hygiène sociale, de M. Georges TROUILLOT sur le PJJ relatif à la retraite des magistrats.

4 novembre 1915 : communication de M. Justin PERCHOT sur l'industrie ; rapports de MM. AIMOND (crédits extraordinaires) et PETITJEAN (santé publique).

8 novembre 1915 : échange de vues sur les PJJ relatifs aux crédits additionnels et provisoires des sous-secrétaires au ministère de la guerre.

15 novembre 1915 : audition de M. RIBOT sur les bons de la défense nationale, le métal des monnaies.

18 novembre 1915 : audition de M. CODET sur le crédit mutuel ; communication sur les crédits des sous-secrétaires au ministère de la guerre ; rapport de M. JENOUVRIER sur le PJJ relatif à la marine marchande (construction de navire).

23 novembre 1915 : échange de vues sur une caisse des monuments publics ; rapports sur des PJJ de M. AIMOND (rentes perpétuelles, entreprises d'assurances, contributions indirectes, crédits aux services de la guerre et de la marine, service d'émissions de la défense nationale, Banque de France, réquisition militaire) ; échange de vues sur le moratorium des loyers.

29 novembre 1915 : rapport de M. AIMOND sur les PJJ relatifs au budget général de 1915 ; échange de vues sur le moratorium des loyers ; nomination.

2 décembre 1915 : communication de M. MILLIES-LACROIX sur le PJJ relatif aux cimetières pour les soldats français ; rapport de M. GERVAIS sur le PJJ relatif aux pensions du service colonial.

6 décembre 1915 : communication sur le contrôle des achats et des marchés des

munitions ; nominations ; rapport de M. MILLIES-LACROIX sur le PJJ relatif au marché des fusils.

8 décembre 1915 : communication sur une commission interparlementaire (marchés) relative au rapatriement de prisonniers infirmes ; rapports de MM. AIMOND sur le budget général de 1915 (suite) et GERVAIS sur le PJJ relatif aux pensions de fonctionnaires coloniaux.

1915

14S 44 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

10 décembre 1915 : audition de MM. René VIVIANI (ministre de la justice) sur les loyers, Albert METIN (ministre du travail) sur la caisse des mineurs.

14 décembre 1915 : rapports sur des PJJ de M. Emile AIMOND (budget général, Banque de l'Algérie, émission de la défense nationale, suppression de sous-secrétariats d'Etat et pensions civiles), de M. Raphaël MILLIES-LACROIX (crédits ministère de la guerre) et de M. Eugène LINTILHAC (échéances des pensions).

17 décembre 1915 : nominations ; rapport de M. Auguste GERVAIS sur le PJJ relatif au budget des chemins de fer de l'Afrique occidentale française (AOF) ; communication sur une commission interparlementaire (suite) ; échange de vues sur les marchés.

21 décembre 1915 : rapports sur des PJJ de MM. Victor LOURTIES (dessins et modèles), Gustave LHOPITEAU (prince de Monaco) ; communication sur une commission interparlementaire (suite) ; audition de M. Alexandre RIBOT sur les résultats de l'emprunt ; rapports sur des PJJ de M. Raphaël MILLIES-LACROIX (sous-secrétariats du ministère de la guerre, ministre d'Etat à l'aéronautique militaire).

23 décembre 1915 : rapport de M. Gustave LHOPITEAU sur le PJJ relatif à la vente d'un immeuble à Séoul ; audition de MM. Aristide BRIAND (Président du Conseil) et RIBOT sur l'exercice 1916 et sur l'impôt sur le revenu.

28 décembre 1915 : nomination ; communication sur l'intendance (réquisition des vins) ; rapport de M. Guillaume CHASTENET de CASTAING sur le budget de l'Algérie ; communication sur les PJJ relatifs au service des poudres, aux monuments historiques et aux assurances obligatoires (mobilisation) ; audition de M. RIBOT sur l'exercice 1916 (douzième provisoire).

30 décembre 1915 : rapport de M. Placide ASTIER sur le PJJ relatif aux inventions de la défense nationale ; audition de M. Albert THOMAS (sous-secrétaire aux munitions) sur les services des gaz asphyxiants et la réquisition des vins ; nominations.

1915

14S 45 Commission des finances, séances : procès verbaux.

19 janvier 1916 : communication sur la section photographique de l'armée, sur la commission spéciale des marchés, sur la situation de la société du Creusot ;

nomination ; rapports sur des PJJ et PPL de MM. Paul DOUMER (création de deux hôtelleries à la Mecque et à Médine), Albert PEYRONNET (taux d'intérêt de l'argent), et Guillaume CHASTENET de CASTAING (sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-arts).

26 janvier 1916 : communication sur les renseignements transmis au ministère de la guerre, sur la situation du Creusot, sur les hôtels réquisitionnés ; nominations ; rapport de M. Emile AIMOND sur le PJJ relatif au service général des pensions, à la création d'emplois dans l'administration, à l'ouverture de crédits.

28 janvier 1916 : rapport de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le PJJ relatif aux avances faites aux fournisseurs de l'Etat.

31 janvier 1916 : audition de M. Alexandre RIBOT (ministre des finances) sur le PJJ relatif au service général des pensions.

4 février 1916 : communication sur la situation du Creusot puis audition de M. Albert THOMAS (sous-secrétaire d'Etat aux munitions) sur ce sujet (contrat avec des établissements métallurgiques).

8 février 1916 : communication sur la mission chargée les fonds secrets, sur les droits de contrôle du Parlement ; échange de vues sur l'affaire du Creusot et de la société des hauts fourneaux de Caen (contrat) ; rapports sur des PJJ de MM. Théodore STEEG (allocation journalière aux victimes civiles), Gustave LHOPITEAU (crise des chemins de fer).

9 février 1916 : rapport de M. Guillaume CHASTENET de CASTAING sur la PPL relative aux successions des militaires (dispense de timbre) ; audition de M. René VIVIANI (ministre de la justice) sur la PPL relative au taux d'intérêt de l'argent ; communication sur l'exercice 1916, sur la contribution extraordinaire suite à bénéfice réalisé durant la guerre, sur la législation des patentes.

15 février 1916 : audition de MM. Paul PAINLEVE (ministre de l'instruction publique) et Albert DALIMIER (sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts) sur les crédits affectés au service photographique ; rapports sur des PJJ de MM. Emile DUPONT (convention avec la Compagnie des télégraphes du Nord et mandats postaux) et George BEAUVISAGE (budget des monnaies et médailles).

24 février 1916 : audition de MM. Etienne CLEMENTEL (ministre du commerce), Jules MELINE (ministre de l'agriculture), Louis MALVY (ministre de l'intérieur), et Joseph THIERRY (sous-secrétaire de l'intendance) sur le PJJ relatif à la taxation des denrées.

25 février 1916 : communication sur les officiers des services de l'intendance et de la santé et sur les emplois réservés pour les militaires réformés ; nomination.

1^{er} mars 1916 : échange de vues sur le droit de contrôle du Parlement (approvisionnement) ; communication sur la taxation des denrées, de l'avoine, sur les gaz asphyxiants (achat de lunette à un négociant à Bagnolet) ; rapport sur des PJJ de MM. MILLIES-LACROIX (service des poudres), Lucien HUBERT (emprunt du gouvernement chérifien - passif Maghzen), Théodore STEEG (allocation journalière, suite), et Gustave LHOPITEAU (taxation des denrées nécessaires à l'alimentation, le chauffage et l'éclairage).

2 mars 1916 : rapport de M. LHOPITEAU (suite).

3 mars 1916 : échange de vues sur le PJJ concernant la limite d'âge des officiers de marine.

7 mars 1916 : échange de vues sur la PPL relative aux syndicats d'élevage ; communication sur les chemins de fer et sur le prix du vin réquisitionné ; rapport de M. Emile AIMOND sur le PJJ relatif à la taxation des denrées et de M. Emile DUPONT sur le PJJ relatif aux paquets postaux destinés aux familles belges réfugiées en France ; échange de vues sur la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

14 mars 1916 : examen PJJ relatif à la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (suite).

15 mars 1916 : rapports de M. Lucien HUBERT sur le PJJ relatif aux chambres de commerce de Charleville, Bar-le-Duc et Dunkerque (ravitaillement de la population) et de M. Emile CHAUTEMPS sur la PPL relative aux rengagements dans l'armée de l'air ; examen PJJ relatif à la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (suite).

21 mars 1916 : audition de M. Alexandre RIBOT (ministre des finances) sur la PPL relative aux sociétés de crédit immobilier (exploitations rurales) et sur la situation financière ; communication sur les budgets 1915 et 1916 ; rapports de M. AIMOND sur les alcools industriels et sur l'imprimerie nationale ; communication sur le moratorium des loyers.

22 mars 1916 : audition de MM. Alexandre RIBOT et Pierre BAUDOIN-BUGNET (directeur des contributions directes) sur la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

23 mars 1916 : examen PJJ relatif à la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (suite) ; rapport de M. Emile AIMOND sur le PJJ concernant les budgets 1915 et 1916, la redevance communale 1917 et les contributions (taxes) aux colonies.

28 mars 1916 : rapport de M. GERVAIS sur le PJJ relatif au chemin de fer et au port de la Réunion ; examen PJJ relatif à la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (suite) ; échange de vues sur le système de taxation.

31 mars 1916 : nomination ; audition de MM. René VIVIANI (ministre de la justice) et RIBOT sur la question des loyers.

5 avril 1916 : communication sur le PJJ relatif à la taxation des denrées (alimentation, chauffage, éclairage).

11 avril 1916 : communication sur les PJJ relatifs au prix des charbons ; rapports de M. Georges TROUILLET sur les PJJ relatifs à la retraite des magistrats et aux registres des actes d'état civil détruits.

1916

14S 45 Commission des finances, séances : procès verbaux.

19 avril 1916 : rapports de MM. Emile DUPONT sur le PJJ relatif aux paquets postaux militaires, et Georges TROUILLOT sur la concession du chemin de fer

de Djibouti à Addis-Abeba ; audition de M. Etienne CLEMENTEL sur le PJJ relatif au ravitaillement de la population.

18 mai 1916 : communication sur le sous-secrétariat des beaux-arts et sur les bénéfices de guerre.

22 mai 1916 : communication sur les nouveaux impôts ; audition de M. Alexandre RIBOT sur les valeurs françaises et étrangères.

24 mai 1916 : communication sur la gauche démocratique ; audition de M. Marcel SEMBAT (ministre de travaux publics) sur le fret maritime entre la France et l'Angleterre.

26 mai 1916 : échange de vues sur les valeurs étrangères.

30 mai 1916 : communication sur les chemins de fer belges ; rapports lus par le rapporteur général sur la délégation des grandes commissions et sur l'état de guerre (trésorerie).

6 juin 1916 : examen du PJJ relatif à la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (suite) puis audition de M. Alexandre RIBOT sur ces bénéfices réalisés.

9 juin 1916 : rapports sur les PJJ de MM. CHASTENET de CASTAING (successions des militaires) et HUBERT (protectorat).

21 juin 1916 : rapports sur des PPL de MM. Emile DUPONT (greffiers), Georges TROUILLOT (greffiers et conseils de guerre) et sur des PJJ de MM. Georges TROUILLOT (magistrats) et Georges BEAUVISAGE (greffiers), Emile AIMOND (crédits 1916).

23 juin 1916 : rapport de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le PJJ relatif aux crédits 1916 puis audition de M. Alexandre RIBOT.

26 juin 1916 : audition de M. RIBOT sur la situation financière.

3 juillet 1916 : échange de vues sur les éventuelles questions posées au comité secret.

10 juillet 1916 : rapport de M. BEAUVISAGE sur le PJJ relatif au budget des monnaies et médailles ; communication sur les viandes frigorifiées.

1916

14S 46 Commission des finances, séances : procès verbaux.

22 janvier 1920 : constitution du bureau.

2 février 1920 : nominations.

5 février 1920 : échange de vues sur la situation financière suite à la lecture d'une lettre de M. Frédéric FRANCOIS-MARSAL (ministre des finances) ; examens des PJJ relatifs à l'avance de l'heure et à la réquisition des transports par voies navigables.

6 février 1920 : rapport de M. Paul DOUMER sur le PJJ relatif à la régularisation de crédits (dépenses militaires) ; audition de M. Yves LE TROCQUER (ministre des travaux publics) sur le PJJ relatif aux tarifs des

chemins de fer ; nomination.

9 février 1920 : lecture d'un courrier de M. Paul BIGNON (sous-secrétaire d'Etat) sur la pêche maritime ; audition de M. FRANCOIS-MARSAL sur la situation financière.

10 février 1920 : échange de vues sur le PJJ relatif à l'Office de compensation (application du traité de Versailles).

16 février 1920 : échange de vues sur les déclarations du ministre des finances faites lors de la séance du 9 février (situation financière).

23 février 1920 : rapports de M. DOUMER sur les PJJ relatifs au département de la Seine, à la ville de Paris (emprunt) et à l'Office de compensation (traité de Versailles).

27 février 1920 : rapport de M. DOUMER sur le PJJ relatif à la réquisition des voies ferrées.

1^{er} mars 1920 : rapports sur des PJJ de MM. Albert PEYRONNET (retraite des mineurs), Henry CHERON (incorporation de la classe 1920).

6 mars 1920 : rapports de M. DOUMER sur le PJJ relatif aux bénéficiaires de guerre ; échange de vues sur les taxes postales, télégraphiques et téléphoniques ; motion d'ordre sur la situation financière.

9 mars 1920 : rapport de M. DOUMER sur le PJJ relatif aux transports maritimes (budget des travaux publics) ; audition de M. Louis DESCHAMPS (sous-secrétaire des postes) sur les taxes postales ; échange de vues sur la situation financière, sur l'emprunt au profit de l'Allemagne et sur le traitement d'un fonctionnaire de la Sarre.

13 mars 1920 : audition de MM. Alexandre MILLERAND (Président du Conseil) et FRANCOIS-MARSAL sur la situation financière.

23 mars 1920 : échange de vues sur des PJJ relatifs aux appellations d'origine, aux emprunts des compagnies de chemins de fer, à la déclaration d'utilité publique de nouvelles traversées des Vosges, des majorations de pensions civiles et militaires, aux retraites des agents des chemins de fer.

25 mars 1920 : rapport de M. DOUMER sur la réorganisation de services suite aux remaniements ministériels ; motion d'ordre sur le projet des douzièmes provisoires ; échange de vues sur la création d'une sous-commission chargée de suivre l'exécution financière du traité de paix ; audition de M. Joseph-Honoré RICARD (ministre de l'agriculture) sur le PJJ relatif aux appellations d'origine.

27 mars 1920 : rapports de M. DOUMER sur les PJJ relatifs aux taxes postales, à l'indemnité de cherté de vie, à la réorganisation des services et de M. Louis DAUSSET sur le PJJ relatif aux dépenses administratives de la Chambre des députés (crédits).

29 mars 1920 : échange de vues sur la composition du Gouvernement ; exposé sur les douzièmes provisoires ; audition de MM. Paul DESCHANEL (Président du Conseil), André HONNORAT (ministre de l'instruction publique), Pierre COUPAT (sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique) sur le PJJ relatif aux crédits suite aux modifications du Gouvernement.

31 mars 1920 : échange de vues sur les pêches maritimes, sur les crédits du

ministère des finances, sur les personnels des préfectures (traitements) ; rapport de M. Paul DOUMER sur les crédits de l'exercice 1919 (services civils) ; exposé sur les douzièmes provisoires (suite) ; vote des trois douzièmes provisoires.

16 avril 1920 : communication sur l'amortissement de la dette ; rapport de M. DOUMER sur le PJJ relatif aux hautes-paies des sous-officiers et soldats de la classe 1918 maintenus sous les drapeaux ; audition de M. Robert DAVID (sous-secrétaire de l'intérieur) sur les personnels des préfectures.

21 avril 1920 : échange de vues sur la piastre en Indochine, sur les pétroles et essences ; nomination ; désignations ; rapports de M. Paul DOUMER sur le PJJ relatif à la convention avec la Banque de France, et de M. Jules JEANNENEY sur le PJJ relatif aux voies ferrées d'intérêt local.

28 avril 1920 : échange de vues sur la réorganisation de l'administration centrale des finances ; rapport de M. Raphaël LEVY sur la PPL relative à la frappe de la monnaie divisionnaire d'argent ; examen du PJJ portant création de nouvelles ressources fiscales.

29 avril 1920 : examen du PJJ portant création de nouvelles ressources fiscales (suite).

10, 11, 12, 13, 14 mai 1920 : communication sur l'état de la dette publique ; rapport de M. Julien ROULAND ; échange de vues sur le rendement du service des contributions directes ; examen du PJJ portant création de nouvelles ressources fiscales (suite).

22 mai 1920 : échange de vues sur le refus d'autorisation de verser des avances aux communes ; examen du PJJ portant création de nouvelles ressources fiscales (amendements).

25 mai 1920 : examen (suite) ; échange de vues sur l'indemnité due par l'Allemagne.

31 mai 1920 : examen (suite).

1^{er} juin 1920 : examen (suite) ; rapport sur le PJJ relatif à l'organisation de pêches maritimes.

8 juin 1920 : rapports sur des PJJ de MM. François MILAN (réseau électrique dans les régions libérées), Etienne CLEMENTEL (taxe spéciale pour le service de la propriété industrielle et enseignement technique rattaché à l'instruction publique).

1920

14S 47 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

14 juin 1920 : examen du budget de 1920 (beaux-arts).

18 juin 1920 : examen du PJJ portant création de nouvelles ressources fiscales (articles modifiées par la Chambre des députés) puis audition de M. FRANCOIS-MARSAL (ministre des finances) ; examen (suite).

21 juin 1920 : rapport de M. Guillaume POULLE sur le PJJ créant une cinquième chambre au tribunal de Marseille ; examen du budget de 1920

(agriculture).

22 juin 1920 : examen du P.J.L. portant création de nouvelles ressources fiscales (suite) puis nouvelle audition de M. FRANCOIS-MARSAL.

24 juin 1920 : rapports de MM. Fernand DAVID sur le P.J.L. relatif aux exploitations rurales, Charles DEBIERRE sur le P.J.L. relatif aux assurances-vie ; échange de vues sur le P.J.L. autorisant les gouverneurs d'Indochine, Afrique occidentale française (AOF), Afrique équatoriale française (AEF) à contracter des emprunts ; examen du budget de 1920 (intérieur, agriculture).

25 juin 1920 : examen du P.J.L. portant création de nouvelles ressources fiscales (suite) ; audition de M. André HONNORAT (ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) sur le budget.

26 juin 1920 : exposés sur les P.J.L. relatifs aux crédits de l'exercice 1919 ; échange de vues sur les frais de représentation du président de la République ; examen du budget de 1920 (instruction publique).

28 juin 1920 : échange de vues sur les douzièmes provisoires ; examen du budget de 1920 (intérieur, hygiène).

30 juin 1920 : rapport de M. Lucien HUBERT sur le P.J.L. relatif aux Français rapatriés de Russie ; examen du budget de 1920 (enseignement agricole, justice).

1^{er} juillet 1920 : rapport de M. Guillaume CHASTENET de CASTAING sur le P.J.L. relatif à l'exportation des œuvres d'art ; examen du budget de 1920 (monnaies et médailles, marine marchande, caisse des invalides de la marine) ; rapport de M. Charles DEBIERRE sur la P.P.L. relative à l'assistance aux femmes en couches.

2 juillet 1920 : auditions de MM. Théodore STEEG (ministre de l'intérieur), André HONNORAT (ministre de l'instruction publique et des beaux-arts), Jules-Louis BRETON (ministre de l'hygiène) sur la direction des recherches scientifiques.

3 juillet 1920 : audition de M. BRETON sur le budget de 1920 (hygiène) ; examen du budget de 1920 (travail).

5 juillet 1920 : examen du P.J.L. relatif au réseau électrique dans les régions libérées ; examen du budget de 1920 (postes, caisse nationale d'épargne) ; rapport de M. Charles DELONCLE sur le P.J.L. relatif aux écoles d'agriculture.

6 juillet 1920 : rapport de M. Paul DOUMER sur les contributions directes pour 1921 ; examen du budget de 1920 (services pénitentiaires, affaires étrangères, travaux publics).

7 juillet 1920 : remerciements de l'Association syndicale de la Comédie française ; lettre de M. Alexandre MILLERAND (ministre des affaires étrangères) ; nomination ; examen du budget de 1920 (suite des travaux publics, marine).

8 juillet 1920 : audition de MM. André HONNORAT (ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) sur la direction des inventions et Paul JOURDAIN (ministre du travail) sur le budget.

9 juillet 1920 : auditions de MM. Gustave LHOPITEAU (ministre de la justice) et Louis DESCHAMPS (sous-secrétaire des postes, télégraphes et téléphones)

sur le budget ; examen du budget de 1920 (travaux publics, chemins de fer, forces hydrauliques, essences et pétroles) ; rapport de M. Lucien CORNET sur le P.J.L autorisant les gouverneurs d'Indochine, Afrique occidentale française (AOF), Afrique équatoriale française (AEF) à contracter des emprunts.

10 juillet 1920 : nomination ; examen du budget de 1920 (travaux publics, aéronautique, imprimerie nationale) ; auditions de MM. Joseph-Honoré RICARD (ministre de l'agriculture), Henri QUEUILLE (sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture), Emmanuel BROUSSE (sous-secrétaire d'Etat des finances) sur le budget.

12 juillet 1920 : examen du budget de 1920 (conseils de préfecture, ministère des pensions, commerce, guerre) ; audition de M. Théodore STEEG sur le budget.

13 juillet 1920 : examen du budget de 1920 (guerre, ravitaillement, finances).

15 juillet 1920 : examen du budget de 1920 (régions libérées, colonies, enseignement technique) ; audition de M. André LEFEVRE (ministre de la guerre) sur le budget.

16 février 1920 : hommage à M. Eugène LINTILHAC, décédé ; examen du budget de 1920 (loi de finances, dépenses recouvrables) ; audition de M. Auguste ISAAC (ministre du commerce) sur le budget.

17 juillet 1920 : examen du budget de 1920 (équilibre) ; rapport de M. Justin PERCHOT sur le P.J.L relatif au pain ; audition de M. Albert SARRAUT (ministre des colonies) sur le budget ; échange de vues sur l'emprunt algérien ; rapports de MM. Jean MOREL sur le P.J.L relatif à la Banque d'Algérie et Raphaël LEVY sur le P.J.L relatif aux sociétés coopératives de construction.

19 juillet 1920 : nominations ; audition de MM. FRANCOIS-MARSAL (ministre des finances), Emmanuel BROUSSE (sous-secrétaire d'Etat des finances), Gustave LHOPIEAU (ministre de la justice) sur le budget ; exposé sur le P.J.L relatif au crédit mutuel agricole.

21 juillet 1920 : audition de M. Yves LE TROCQUER (ministre des travaux publics) sur le budget.

25 juillet 1920 : rapport de M. Guillaume CHASTENET DE CASTAING sur le P.J.L relatif aux œuvres d'art ; examen du budget de 1920 (loi de finances) ; auditions de MM. Emile OGIER (ministre des régions libérées), Robert THOUMYRE (sous-secrétaire d'Etat au ravitaillement) ;

30 juillet 1920 : rapports sur des P.J.L de MM. DOUMER (crédits de la guerre et de la marine), JEANNENEY (subvention, aide aux départements) ; échanges de vues sur les emprunts tunisien et marocain et auditions des résidents généraux, MM. Etienne FLANDIN (Tunisie) et Hubert LYAUTEY (Maroc) ; rapports sur des P.J.L de MM. François MILAN (réseau électrique), Julien ROULAND (services maritimes postaux France – Brésil et continent - Corse), Louis DAUSSET (magistrats à la Cour des comptes), Charles DEBIERRE (logements provisoires en région parisienne) ; nominations.

31 juillet 1920 : exposé sur l'accord de Spa relatif au charbon allemand (protocole interallié) et sur les projets relatifs au Maroc ; audition de M. Alexandre MILLERAND (Président du Conseil) et FRANCOIS-MARSAL

(ministre des finances) sur l'accord de Spa ; rapport de M. Joseph NOULENS sur le P.J.L. relatif à l'aménagement d'un hôpital brésilien à la faculté de médecine de Paris ; examen du budget de 1920 (retour de chambre) ; échange de vues sur l'emprunt de 6% ; auditions des ministres des finances et du ravitaillement sur les emprunts tunisien et marocain ; rapport de M. Raphaël LEVY sur le P.J.L. relatif à l'Institut musulman à Paris (construction).

25 septembre 1920 : échange de vues sur l'emprunt franco-anglais en Amérique (échanges épistolaires) ; examen du budget de 1921.

25 octobre 1920 : examen du budget de 1921 (suite).

8 novembre 1920 : échange de vues sur la question des réparations, sur la translation à Paris des restes d'un soldat inconnu, sur le ravitaillement, sur la situation du trésor, sur les crédits supplémentaires du ministère de la guerre.

1920

14S 48 Commission des finances, séances : procès verbaux.

18 novembre 1920 : constitution du bureau.

29 novembre 1920 : nomination ; échanges de vues sur le traité de paix avec l'Allemagne, sur la situation de la trésorerie ; examen du P.J.L. relatif à l'exercice 1919 pour la guerre et la marine, du P.J.L. relatif aux crédits de l'exercice 1920, des P.J.L. pour l'achat d'immeubles diplomatiques et consulaires (Rome, Mayence, Brésil, Uruguay, Danemark) ; conclusions du rapport de M. Justin PERCHOT sur le P.J.L. relatif au compte spécial du ravitaillement.

8 décembre 1920 : audition de M. Georges LEYGUES (Président du Conseil) sur l'occupation de la Syrie et la Cilicie.

11 décembre 1920 : rapports sur des P.J.L. de MM. Jean MOREL (orphelins de M. Emile GENTIL), Paul DOUMER (exposition coloniale de Marseille, centenaire de l'Académie de médecine), Fernand DAVID (exploitations rurales), Charles DEBIERRE (assistance aux vieillards, infirmes) ; audition de MM. Georges LEYGUES et Frédéric FRANCOIS-MARSAL (ministre des finances) sur la situation du Trésor.

15 décembre 1920 : audition de M. André HONNORAT (ministre de l'instruction publique) sur le P.J.L. relatif au centenaire de l'Académie de médecine ; échange de vues sur l'exposition coloniale de Marseille ; rapports de MM. François MILAN sur des P.J.L. relatifs aux mines de potasse d'Alsace, au réseau électrique à haute tension, DEBIERRE sur l'assistance aux vieillards et infirmes ; échange de vues sur la création d'un Office national des sports et sur des économies budgétaires.

21 décembre 1920 : échange de vues sur le P.J.L. relatif au régime fiscal dans les régions libérées ; rapports sur des P.J.L. de MM. Julien ROULAND (caisse des invalides de la marine), Raphaël LEVY (prorogation des échéances pour les débiteurs mobilisés dans les régions envahies), Louis DAUSSET (dépenses administratives de la Chambre des députés) ; échange de vues sur le P.J.L. pour l'achat d'immeubles diplomatiques et consulaires.

27 décembre 1920 : échange de vues sur le P.J.L. pour l'achat d'immeubles

diplomatiques et consulaires, sur les emprunts de la ville de Paris, sur la loi de huit heures appliquée à l'agriculture ; rapport de M. Lucien HUBERT sur le PJJ relatif à l'assistance aux français libérés qui reviennent de Russie ; exposé sur le budget concernant deux douzièmes pour 1921.

28 décembre 1920 : examen de la loi de finances ; audition de M. Frédéric FRANCOIS-MARSAL (ministre des finances) sur les douzièmes provisoires ; rapports sur trois PJJ de M. Paul MAGNY (en Algérie : constructions scolaires, droits et revenus applicables au budget spécial de 1920 et 1921) ; échange de vues sur le défense nationale.

30 décembre 1920 : communication sur le compte spécial de l'alcool ; échange de vues sur la non représentation de la commission à la conférence relative au remboursement de 3 milliards à la banque, sur les dettes du Gouvernement du général WRANGEL sur les locaux d'habitation loués par les services publics, sur les mines se transformant en sociétés commerciales ; rapport de M. DOUMER sur la convention passée entre le ministre des finances et la Banque de France ; exposés sur les PJJ relatifs aux emprunts contractés par les communes et départements de régions libérées, aux crédits sur les dommages de guerre, au fonds commun provenant de l'impôt sur le chiffre d'affaires, aux primes à la filature de la soie.

18 janvier 1921 : allocution de M. Raphaël MILLIES-LACROIX (président) ; nomination ; communication sur le crédit pour la Maison nationale de Saint-Maurice ; échange de vues sur le sous-secrétariat des affaires étrangères.

26 janvier 1921 : décisions concernant l'examen du budget de 1921 ; examens de la PPL relative à l'assistance aux femmes en couches (lois des 1^{er} juin et 24 octobre 1919), du PJJ sur les habitations à bon marché ; communications sur la liquidation des stocks et sur l'exposition coloniale de Marseille, sur les dépenses d'évacuation de la Crimée, sur l'utilisation des voitures par les fonctionnaires ; désignations ; échange de vues sur le sous-secrétariat des affaires étrangères.

31 janvier 1921 : communication sur une délégation de la chambre de commerce de Lille ; communication sur la situation financière et budgétaire.

7 février 1921 : audition de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur la situation financière.

10 février 1921 : rapports sur des PJJ de MM. Henry CHERON (exploitation de résine dans les forêts de Gascogne), Albert PEYRONNET (fonds de chômage).

11 février 1921 : examen du PJJ relatif aux habitations à bon marché ; audition de M. Léon BERARD (ministre de l'instruction publique et des beaux arts) sur le PJJ relatif à la subvention de l'Opéra ; échanges de vues sur le PJJ relatif à l'exploitation des chemins de fer, et sur les logements concédés aux ministres.

18 février 1921 : audition de MM. Aristide BRIAND (Président du Conseil) et Louis LOUCHEUR (ministre des régions libérées) sur le traité de Versailles et sur le traité de Sèvres.

1920 – 1921

21 février 1921 : communications de lettres et échanges de vues sur la Maison nationale maternelle de Saint-Maurice, sur le nouveau régime des chemins de fer, sur la dette de réparation de l'Allemagne ; examens des PJJ relatifs aux archivistes départementaux et à la contribution sur les bénéfices de guerre, et de la PPL relative aux opérations des comptes de services spéciaux ; distribution du rapport sur le PJJ relatif à l'aménagement du Rhône ; communication sur les dépenses publiques (économies) ; examens des budgets pour 1921 des monnaies et médailles, de la légion d'honneur ; échange de vues sur le budget et les dépenses recouvrables sur l'Allemagne.

23 février 1921 : communication sur le régime fiscal des régions libérées et sur le musée de la légion d'honneur ; échanges de vues sur la création de commissariats généraux et sur les dépenses à régulariser ; examen du budget pour 1921 de la justice.

25 février 1921 : exposé de M. RIBOT sur le PJJ relatif aux moratoria sur les opérations de bourse ; communication sur les automobiles des ministères ; examen du budget pour 1921 du commerce et de l'industrie ; échange de vues sur le vote du budget ; désignation.

26 février 1921 : examen du PJJ relatif au douzième provisoire de mars ; communication sur la liquidation des stocks.

28 février 1921 : audition de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur le douzième provisoire de mars 1921.

1^{er} mars 1921 : échanges de vues sur le douzième provisoire de mars 1921 ; examen du budget pour 1921 de l'instruction publique, de l'intérieur ; nomination ; exposé sur la nomenclature du budget des travaux publics.

2 mars 1921 : communication d'une lettre et échange de vues sur les traitements des enseignants (professeurs et instituteurs) ; examen du budget du ministère de l'hygiène pour 1921 ; communication sur les coopératives de consommation des fonctionnaires des ministères.

3 mars 1921 : échange de vues sur les traitements des enseignants et sur les coopératives de consommation ; examens des budgets pour 1921 de l'instruction publique, de l'imprimerie nationale.

4 mars 1921 : communication d'une lettre sur les traitements des enseignants ; examens des budgets pour 1921 des travaux publics, du travail, des conventions et garanties d'intérêts.

5 mars 1921 : communication de deux lettres sur les chemins de fer et sur le secrétaire général des travaux publics ; échange de vues sur les retards des paiements du trésor ; examens des budgets pour 1921 de l'aéronautique et des transports aériens, des pensions.

7 mars 1921 : communication de deux lettres sur les créances de l'Etat et sur les réfugiés russes de Crimée ; examens des budgets pour 1921 du service des beaux-arts, des affaires étrangères.

8 mars 1921 : examens des budgets pour 1921 des affaires étrangères (suite), de l'agriculture.

9 mars 1921 : examens des budgets pour 1921 des colonies, du chemin de fer et du port de La Réunion, du service des mines et forces hydrauliques ; discussion générale du budget pour 1921 du ministère de la guerre.

1921

14S 50 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

10 mars 1921 : communication de lettres relatives à l'achat d'un immeuble pour recevoir des œuvres françaises ; échange de vues sur l'enchaînement des discussions sur le budget ; examen du budget des services des postes et télégraphes, pénitentiaires pour 1921.

11 mars 1921 : échange de vues sur la dépense de la flotte marchande ; rapport de M. Louis DAUSSET sur le P.J.L. relatif aux crédits du ministère des finances ; examen du budget de la guerre pour 1921.

12 mars 1921 : examens des budgets de la guerre (suite), des poudres et salpêtres, du ministère des finances pour 1921.

14 mars 1921 : examens des budgets des chemins de fer, des postes et télégraphes et de la caisse nationale d'épargne pour 1921 ; communication d'une lettre destinée à M. Aristide BRIAND (Président du Conseil) sur le budget de l'intérieur (subvention Alsace-Lorraine) et d'une autre émanant de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur les marks allemands en Alsace-Lorraine ; examens des budgets de la marine marchande et des pêches, de la caisse des invalides de la marine, de l'école centrale, du ravitaillement général, de l'Alsace-Lorraine (crédits), du ministère du commerce (liquidation des stocks), des ministères des colonies, de l'instruction publique et du commerce pour 1921.

15 mars 1921 : examen des budgets ordinaire et extraordinaire (équilibre) pour 1921 ; échange de vues sur le rapport général (budget futur 1922) ; examen de la loi de finances pour 1921 ; audition de MM. Aristide BRIAND (Président du Conseil) et Paul DOUMER (ministre des finances) sur le budget de 1921 puis échange de vues.

18 mars 1921 : échange de vues le P.J.L. relatif au nouveau régime des chemins de fer d'intérêt général ; approbation du P.J.L. relatif au paiement par annuités des indemnités dues aux sinistres dont la perte est au moins égale à un million.

19 mars 1921 : audition de MM. Louis BARTHOU (ministre de la guerre) et Louis-Hubert LYAUTEY (résident général au Maroc) sur le budget du ministère (crédits du Maroc) de 1921.

23 mars 1921 : examen du P.J.L. relatif à l'aménagement du Rhône ; audition de MM. Aristide BRIAND (Président du Conseil), Paul DOUMER (ministre des finances) et Louis LOUCHEUR (ministre des régions libérées) sur la conférence interalliée de Londres, sur la Haute-Silésie, sur le mouvement bolchévique, et sur les relations avec le Vatican.

1921

24 mars 1921 : examen des crédits de la 4^{ème} section du budget ordinaire du ministère de la guerre (Maroc) ; rapport de M. Lucien HUBERT sur le P.J.L. relatif à l'achat d'un immeuble pour l'installation des œuvres françaises à Rome ; examen des rectifications aux crédits votés pour les budgets de différents ministères (affaires étrangères, travaux publics, budget annexe des chemins de fer, intérieur, marine, justice, commerce, travail, colonies, ports, marine marchande et pêches, caisse des invalides de la marine, guerre) ; échange de vues sur les traitements des membres de l'enseignement.

29 mars 1921 : communications de lettres de M. Raphaël MILLIES-LACROIX à M. Paul LAFFONT (secrétaire d'Etat des postes, télégraphes et téléphones) sur l'abus des abonnements téléphoniques gratuits, de M. Aristide BRIAND (Président du Conseil) sur les dépenses d'aménagement dans les ministères et du doyen de la faculté des sciences de Nancy sur les subventions aux universités ; examens des modifications sur le budget du ministère des finances et des demandes de relèvement des crédits sur le budget du ministère des beaux-arts ; échanges de vues sur le taux de la taxe relative aux opérations de bourse, sur la ventilation des crédits du budget de l'aéronautique et des transports aériens, sur la question des automobiles des ministères et administrations centrales et sur le personnel de la Cour des comptes (budget du ministère des finances).

30 mars 1921 : examen de demandes de relèvement de crédits du budget du ministère de l'hygiène ; audition de M. Léon BERARD (ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) sur le traitement des membres de l'enseignement.

31 mars 1921 : audition de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur les P.J.L. portant ouverture pour l'exercice 1921 de crédits provisoires au titre des budgets ordinaire et extraordinaire et au titre du budget spécial des dépenses recouvrables ; examen de deux P.J.L. relatifs aux douzièmes provisoires d'avril ; examen du P.J.L. sur l'aménagement du Rhône ; rapport de M. Paul MAGNY sur le P.J.L. relatif à l'affectation de la redevance annuelle et des avances de la Banque de l'Algérie.

2 avril 1921 : communication d'une lettre relative aux chemins de fer (Compagnie du Midi) ; échange de vues sur une nouvelle ventilation des crédits inscrits au budget de l'aéronautique et des transports aériens ; examen du P.J.L. sur l'aménagement du Rhône (suite).

9 avril 1921 : examen du P.J.L. de finances pour 1921 ; échanges de vues sur les traitements des membres de la magistrature et de l'enseignement, puis sur les soldes militaires.

11 avril 1921 : échanges de vues sur les traitements des membres de la magistrature et de l'enseignement (suite) ; examens du budget de 1921 (chapitres réservés), du P.J.L. de finances pour 1921 ; examen de communications du Gouvernement sur diverses dispositions de la loi de finance pour 1921 ; échanges de vues sur le relèvement des soldes militaires et sur le chiffre d'affaire et les produits coloniaux importés en France (taxe).

13 avril 1921 : échanges de vues sur les traitements du personnel de l'enseignement ; audition de MM. Paul DOUMER (ministre des finances), Léon BERARD (ministre de l'instruction publique et des beaux-arts), Gaston VIDAL

(sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique) et Victor BERARD, Léon PERRIER, Pierre JOSSOT, Théodore STEEG, André HONNORAT, Hippolyte MAUGER, Antonin LAFFERRE (président, et membres de la commission de l'enseignement) sur la loi de finances (article 56) puis échanges de vues sur les traitements du personnel de l'enseignement (suite).

20 avril 1921 : communication de la convention pour l'exploitation de la transmission sans fil (TSF) sur le territoire français ; examens de PJJ relatifs à l'impôt sur les bénéfices agricoles, au service des douanes en Alsace-Lorraine, dans le bassin de la Sarre et à la frontière des zones franches, aux crédits additionnels sur les exercices 1920 et 1921 ; échange de vues sur le rapport du budget spécial des dépenses recouvrables ; rapport sur des PJJ de MM. Léon JENOUVRIER (juges d'instruction, greffiers, renforcement de personnel au tribunal de la Seine), Paul PELISSE (Office national de l'éducation physique et des sports) ; examens des PJJ relatifs aux avances à divers gouvernements de l'Europe centrale pour le rapatriement de leur prisonniers en Russie, à la subvention de l'Opéra, à l'achèvement de la ligne de Vinh à Dongha (Indochine).

27 avril 1921 : audition de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur le PJJ relatif aux avances à divers gouvernements de l'Europe centrale pour le rapatriement de leur prisonniers en Russie puis échange de vues sur ce projet ; examen du budget général de l'exercice 1921 ; échange de vues sur les chargés de mission, sur les automobiles ministérielles, sur les avances aux fonctionnaires en instance de pension ; examen de la loi de finances de l'exercice 1921 (suite) ; rapport de M. Jules JEANNENEY sur le PJJ relatif au nouveau régime des chemins de fer d'intérêt général.

28 avril 1921 : examen de la loi de finances de l'exercice 1921 (suite) ; audition de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur le budget général de l'exercice 1921 ; échange de vues sur les traitements du personnel de l'enseignement.

28 avril 1921 : communications d'un ordre du jour voté par le personnel des cadres supérieurs du ministère des finances, d'une lettre concernant la nomination d'un chargé de mission à la propagande ; examen de la loi de finances de l'exercice 1921 (suite) ; échange de vues sur deux PJJ autorisant des emprunts du département de la Seine et de la ville de Paris ; examen de la loi de finances de l'exercice 1921 (traitements du personnel de l'enseignement) (suite), du PJJ relatif aux douzièmes provisoires de mai, du PJJ portant ouverture de crédits additionnels.

29 avril 1921 : examens de deux PJJ autorisant des emprunts du département de la Seine et de la ville de Paris, du projet de budget de l'exercice 1921, du PJJ relatif aux douzièmes provisoires de mai (suite) ; audition de MM. Paul DOUMER (ministre des finances), Pierre MARRAUD (ministre de l'intérieur), Léon BERARD (ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) sur le PJJ relatif aux douzièmes provisoires de mai et sur le projet de budget de l'exercice 1921.

30 avril 1921 : audition de MM. Paul DOUMER (ministre des finances), Pierre MARRAUD (ministre de l'intérieur), sur le projet de budget de l'exercice 1921 (suite) ; audition de MM. Laurent BONNEVAY (ministre de la justice) et Jules LUGOL (sous-secrétaire d'Etat aux régions libérées) sur le PJJ relatif aux

douzièmes provisoires de mai.

20 mai 1921 : communication de diverses correspondances sur l'Allemagne ; audition de M. Yves LE TROCQUER (ministre des travaux publics) sur le P.J.L. relatif à l'aménagement du Rhône, puis échange de vues sur ce projet ; examen du P.J.L. portant fixation du budget spécial des dépenses recouvrables ; communication d'une lettre de M. Aristide BRIAND sur le P.J.L. relatif aux avances à divers gouvernements d'Europe centrale.

1921

14S 52 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

25 mai 1921 : rapports de M. Henry CHERON sur des P.J.L. relatifs au régime fiscal des vinaigres, aux primes aux surfaces ensemencées en blé, méteil et seigle dans les régions dévastées ; nomination ; échange de vues sur le P.J.L. relatif à l'emprunt de la ville de Paris.

27 mai 1921 : échange de vues sur les émissions d'un emprunt de 100 millions de dollars à New-York et de bons du trésor à 2 ans ; audition de MM. Paul DOUMER (ministre des finances), Louis LOUCHEUR (ministre des régions libérées) et Jules LUGOL (sous-secrétaire d'Etat aux régions libérées) sur le budget général de 1921 ; échange de vues sur le budget des dépenses recouvrables.

28 mai 1921 : nomination ; audition de M. Pierre MARRAUD (ministre de l'intérieur) sur le P.J.L. relatif à l'emprunt de 1 800 millions de francs par la ville de Paris, puis échange de vues sur ce texte.

3 juin 1921 : communications de lettres de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur l'ambassade ottomane à Paris, sur les recettes et dépenses de l'Etat, sur les automobiles ministérielles, sur l'emprunt français à New-York et bons du trésor, puis échange de vues sur le dernier sujet ; examens des P.J.L. relatifs à la manufacture de Sèvres (autonomie financière et personnalité civile), aux effectifs de la gendarmerie (augmentation), à l'émission d'un emprunt de 1 800 millions de francs par la ville de Paris, de la P.P.L. relative aux firmes et sociétés atteintes par la guerre à l'étranger, des P.J.L. intéressants l'Alsace-Lorraine (personnels administratifs pénitentiaires, application de la législation en matière de droits à timbre, introduction de la loi sur la réparation des dommages de guerre).

14 juin 1921 : échange de vues sur les crédits de 25 millions de francs disjoints par la commission d'un cahier de crédits supplémentaires ; examens des P.J.L. relatifs aux avances pour le personnel des colonies, au budget définitif des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour 1918 ; échange de vues sur le P.J.L. relatif à la flotte commerciale française (reconstitution).

15 juin 1921 : communication d'une lettre sur la Compagnie d'électricité industrielle ; rapport de M. Jules JEANNENEY sur le P.J.L. relatif au nouveau régime des chemins de fer.

20 juin 1921 : échange de vues sur le déroulement des travaux ; examens des P.J.L. relatifs à la flotte commerciale française (1080 millions de francs pour sa reconstitution), à la composition et l'organisation du Conseil d'Etat et au statut des élèves de l'Ecole spéciale militaire et de l'Ecole polytechnique

(incorporation lors des hostilités).

21 juin 1921 : audition de MM. Aristide BRIAND (Président du Conseil) et Yves LE TROCQUER (ministre des travaux publics) sur le P.J.L. relatif au nouveau régime des chemins de fer (convention).

24 juin 1921 : échange de vues sur le rapport de M. Léon JENOUVRIER concernant le P.J.L. relatif au personnel du tribunal de la Seine suite aux critiques de la Commission de législation ; auditions de M. Laurent BONNEVAY (ministre de la justice, Garde des Sceaux) sur le P.J.L. relatif à la composition et l'organisation du Conseil d'Etat, de M. Léon BERARD (ministre de l'instruction publique) sur le P.J.L. relatif à la création d'une cité universitaire à Paris, de M. Alphonse RIO (sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande) sur le P.J.L. relatif à la flotte commerciale française.

1921

14S 53

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

27 juin 1921 : échange de vues sur la flotte de commerce suite à la lettre de M. Alphonse RIO (sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande), sur le P.J.L. relatif au tribunal de la Seine, sur le régime des chemins de fer puis audition de M. Yves LE TROCQUER (ministre des travaux publics) sur le dernier texte ; rapport de M. Abraham SCHRAMECK sur le P.J.L. de création d'une cité universitaire à Paris.

28 juin 1921 : échange de vues sur la P.P.L. relative aux forêts de protection.

29 juin 1921 : échange de vues sur l'armée du Levant, sur les régions libérées, sur l'énergie électrique, sur la marine marchande ; rapport sur le P.J.L. relatif au corps des maîtres armuriers ; audition de M. Claude CHAUVEAU sur la P.P.L. instituant des forêts de protection ; échange de vues sur un impôt nouveau dans le département de la Seine, sur le régime des pétroles, sur les victimes d'accidents du travail, sur le programme naval, sur le traitement des cheminots en Alsace-Lorraine ; rapport de M. Henri CHERON sur le P.J.L. relatif à la reconstitution des archives des caisses d'épargne détruites en 1914-1918.

1^{er} juillet 1921 : communications sur les services maritimes postaux, sur la rente des accidentés du travail ; échange de vues sur l'armée du Levant (crédits), sur la commission de réparation (négociations avec l'Allemagne).

4 juillet 1921 : communication sur la Banque industrielle de Chine, sur les victimes d'accidents du travail, sur le traitement des cheminots en Alsace-Lorraine ; rapports de M. Paul PELISSE sur le P.J.L. relatif aux services maritimes postaux sur l'Extrême Orient, l'Australie, la Nouvelle-Calédonie, la côte orientale d'Afrique et la Méditerranée (convention), de M. Henri CHERON sur le P.J.L. relatif aux contributions directes (impositions départementales).

6 juillet 1921 : audition commune avec la commission des affaires étrangères de MM. Aristide BRIAND (Président du Conseil) et Louis LOUCHEUR (ministres des régions libérées) sur les crédits de l'armée du Levant, sur l'emprunt du Maroc, sur la Banque industrielle de Chine.

7 juillet 1921 : exposé des travaux de M. Henri CHERON (rapporteur général) sur les projets de créer des taxes d'assainissement à Marseille et au Havre,

28

d'ouvrir un crédit pour le paiement des cheminots d'Alsace-Lorraine, de faciliter la constitution d'une caisse des combattants de grande guerre, de reconstituer des archives des caisses d'épargne, de majorer des rentes de certains accidents du travail ; communication de M. Paul PELISSE sur les messageries maritimes (services postaux) ; rapport de M. Albert PEYRONNET sur le P.J.L. relatif à un fonds de chômage.

8 juillet 1921 : rapport de M. Henry BERENGER sur le P.J.L. relatif à l'enlèvement de l'épave de la *Liberté* à Toulon ; audition de M. Alphonse RIO (sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande) sur le P.J.L. relatif aux messageries maritimes (approbation d'une convention).

9 juillet 1921 : échange de vues sur le régime fiscal des boissons hygiéniques ; rapports de M. Albert LEBRUN sur les P.J.L. approuvant une convention relative à l'usine électro-chimique de Lannemezan, relatif au statut des officiers.

11 juillet 1921 : audition de Paul DOUMER (ministre des finances) sur le P.J.L. relatif au dégrèvement des boissons hygiéniques.

12 juillet 1921 : rapports sur des P.J.L. de M. Henri CHERON (article 37 de la loi du 31 mars 1919, port de Rouen, port de Nantes, aides aux pêcheurs employant des bateaux à moteur, liquidation de la flotte gérance) ; échange de vues sur des crédits supplémentaires (armée du Levant, report à 1921 de crédits de 1920, services de la guerre et de la marine).

1921

14S 54 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

25 octobre 1921 : constitution de la commission et discours de M. Raphaël MILLIES-LACROIX (président) ; nominations ; échange de vues sur les travaux à venir.

27 octobre 1921 : projet de rapport de M. Henry BERENGER sur le P.J.L. relatif au programme naval.

28 octobre 1921 : exposé de M. Henry CHERON sur la situation financière de la France.

8 novembre 1921 : communications d'un télégramme sur la Banque industrielle de Chine et des accords de Wiesbaden et d'Angora ; désignation ; échange de vues sur le P.J.L. relatif à l'indemnité temporaire aux retraités de l'Etat ; audition de M. Robert de CAIX (secrétaire général du Haut-commissariat en Syrie) sur la situation politique, administrative et financière en Syrie.

11 novembre 1921 : échange de vues sur la situation financière de la France ; demande de renseignements à M. Aristide BRIAND (Président du Conseil) sur les missions à l'étranger.

12 novembre 1921 : audition (commune avec la commission des affaires étrangères) de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur la Banque industrielle de Chine.

15 novembre 1921 : rapports sur des P.J.L. de MM. Jean MOREL (personnels civils des colonies), Henry CHERON (crédits pour la famine en Russie) ; échanges de vues sur les ajournements de la P.P.L. relative aux élèves des grandes

écoles (service militaire) et du P.J.L. modifiant la loi du 18 octobre 1919, sur les futurs travaux de la commission.

16 novembre 1921 : audition (commune avec la commission des affaires étrangères) de M. Louis LOUCHEUR (ministre des régions libérées) sur l'accord Wiesbaden.

21 novembre 1921 : échange de vues sur la défense nationale (contrôle des crédits), sur le bon (12 milliards de marks) remis par l'Allemagne à la commission des réparations ; nomination ; échanges de vues sur le P.J.L. relatif au tabac en Alsace-Lorraine, sur une étude complète sur l'accord de Wiesbaden, sur l'accord d'Angora (conséquences financières), sur la convention entre la T.S.F. et une compagnie privée (concession de l'exploitation) ; audition de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur la situation financière.

1921

14S 55

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

24 novembre 1921 : communication sur la Banque de Chine ; rapport de M. Albert LEBRUN sur le P.J.L. relatif à l'éducation physique et à la préparation militaire.

25 novembre 1921 : examens de la P.P.L. sur l'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables, de la P.P.L. sur l'assistance aux femmes en couches.

28 novembre 1921 : communication sur la Banque de Chine ; examen du P.J.L. relatif à des crédits de régularisation.

3 décembre 1921 : échange de vues sur le budget de 1922 (ministère de l'hygiène ; rapports sur différents P.J.L. concernant les communes de Rives (Isère), Blois (Loir-et-Cher), Hellemmes (Nord), Menton (Alpes-Maritimes).

5 décembre 1921 : échange de vues sur le contrôle des dépenses suite à une lettre de M. Paul DOUMER (ministre des finances), sur l'ancien séminaire de Saint-Sulpice, sur les P.P.L. relative aux forêts de protection, et sur les primes aux surfaces ensemencées en blé, méteil et seigle dans les régions dévastées ; examen du budget des ministères du commerce et de la justice pour 1922 ; nomination ; échange de vues sur le P.J.L. relative à la filature de la soie.

7 décembre 1921 : rapport de M. Henry CHERON sur le P.J.L. relatif à la répression des dissimulations frauduleuses de bénéfice de guerre ; examens des P.J.L. relatifs au régime du tabac en Alsace-Lorraine, au budget spécial des dépenses recouvrables pour 1921, puis audition de M. Jules LUGOL (sous-secrétaire d'Etat des régions libérées) ; exposé de M. Henry CHERON sur le P.J.L. relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires.

9 décembre 1921 : communication sur l'enseignement technique ; examen du P.J.L. célébrant le troisième centenaire de la naissance de MOLIERE ; examen de budgets de 1922 (services pénitentiaires, services de l'enseignement technique, Ecole centrale, ports, marine marchande et pêches).

10 septembre 1921 : communications de lettres envoyées à différents ministères sur la composition de leurs cabinets et le traitement de leurs membres, sur le

retard des réponses aux questions posées au ministère de la guerre, sur les économies suite à l'accord d'Angora ; communications de lettres échangées avec M. Aristide BRIAND (Président du Conseil) sur les dépenses des missions à l'étranger, sur l'ambassade de France au Vatican ; échange de vues sur le syndicat des agents de change et sur la Banque de Chine ; examen du budget de l'intérieur de 1922.

12 décembre 1921 : examen du budget de l'agriculture de 1922 ; observation sur le vote du budget de 1922.

13 décembre 1921 : examen du budget de 1922 (travail, légion d'honneur, pensions).

14 décembre 1921 : examen du budget de la marine de 1922 ; nominations ; échange de vues sur la date de l'examen et du vote du budget ; communication sur l'ancien séminaire de Saint-Sulpice ; examen du budget de 1922 (monnaies et médailles, marine (suite)).

15 décembre 1921 : examen du budget des travaux publics de 1922.

16 décembre 1921 : examen du budget de 1922 (imprimerie nationale, colonies)

17 décembre 1921 : examen du budget des beaux-arts de 1922 ; rapport de M. Jean STUHL sur le P.J.L. relatif aux emplois réservés aux anciens militaires pensionnés (infirmes et orphelins de guerre) ; nomination ; communication d'une lettre de M. Louis BARTHOU (ministre de la guerre) sur l'accord d'Angora ; examen du budget du ministère de la guerre 1922 puis audition du ministre sur ce budget.

18 décembre 1921 : examen du budget de 1922 (pensions, instruction publique).

1921

14S 56 Commission des finances, séances : procès verbaux.

19 décembre 1921 : examen des budgets de l'exercice 1922 du ministère de la guerre (suite), des services de liquidation de stocks, des services des postes, télégraphes et téléphones, de la Caisse nationale d'épargne, des services de l'aéronautique et des transports aériens, des services du ravitaillement.

20 décembre 1921 : examens des budgets de 1922 du ministère des finances, des services d'Alsace-Lorraine ; rapport de M. Etienne CLEMENTEL sur le P.J.L. relatif aux banques populaires ; examen du budget du ministère des affaires étrangères ; audition de MM. Paul DOUMER (ministre des finances), Théodore TISSIER (sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil d'Etat) et le Général Henry GOURAUD (haut commissaire en Syrie) sur les crédits liés à l'entretien de l'armée du Levant et au haut-commissariat en Syrie et Cilicie ; audition de M. Louis BARTHOU (ministre de la guerre) sur son budget.

21 décembre 1921 : examens des budgets de 1922 pour les forces hydrauliques, les distributions d'énergie électrique, les mines et combustibles, la Caisse des invalides de la marine, les conventions et garanties d'intérêt, les chemins de fer de l'Etat et d'Alsace-Lorraine ; examens des budgets de l'exercice 1922 des ministères de la guerre et des affaires étrangères ; examen du P.J.L. de finances pour 1922.

22 décembre 1921 : examen du PJJ de finances pour 1922 (suite).

23 décembre 1921 : audition de MM. Aristide BRIAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) et Paul DOUMER (ministre des finances) sur le budget de 1922, puis échange de vues sur les crédits des affaires étrangères, sur le budget des services d'Alsace-Lorraine, et sur le traitement des ingénieurs des travaux publics de l'Etat.

31 décembre 1921 : examens du PJJ relatif au douzième provisoire de janvier, des crédits relatifs au haut-commissariat en Syrie et Cilicie, du PJJ relatif aux crédits supplémentaires du ministère des finances pour l'exercice 1921 ; rapports sur des PJJ de MM. Louis DAUSSET (Ordre national de la légion d'honneur), François MILAN (avaries causées par la crue de l'Arc (Savoie) du 24 septembre 1920), Louis SERRE (création d'écoles pratique de commerce et d'industrie ou d'écoles des métiers), Pierre GUILLIER (budget de l'Algérie pour 1922) ; échange de vues sur la création d'un organisme bancaire international ; examen du budget général de 1922, puis audition de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur le budget général ; examen du budget général de 1922 (nouvelle délibération).

1^{er} janvier 1922 : examen du budget général de 1922 puis audition de M. Paul DOUMER (ministre des finances).

1921 - 1922

14S 57

Commission des finances, séances : procès verbaux.

13 janvier 1922 : échange de vues sur la Banque industrielle de Chine, sur la reconstruction de l'Europe (consortium international) ; rapport de M. Henry BERENGER sur le PJJ relatif au programme naval (annuités aux budgets de 1922 à 1925 pour les constructions neuves).

26 janvier 1922 : communication d'une lettre de M. Henry CHERON (ministre de l'agriculture) ; nomination du rapporteur général, M. Henry BERENGER ; communication sur le budget de 1922 (lettre du ministère des finances) ; échange de vues sur la Banque industrielle de Chine ; rapports sur des PJJ de MM. BERENGER (douzième provisoire de février), François MILAN (mariniers au chômage) ; examen du PJJ créant un Office national des recherches scientifiques ; rapport de M. BERENGER sur le PJJ relatif à la Caisse des dépôts et consignations d'Alsace-Lorraine ; échanges de vues sur la loi de finances de 1922 ; observations sur un emprunt de la Seine (département), sur des fonds de propagande.

1^{er} février 1922 : nomination ; échange de vues sur les dépenses éventuellement engendrées par deux PPL relatives à la protection de l'enfance et la consultation de nourrissons ; examen de la PPL relative à l'organisation du contrôle des dépenses engagées.

6 février 1922 : préparation de l'audition de M. Raymond POINCARE (Président du Conseil) (questions sur les affaires de Londres et de Cannes, l'accord de Wiesbaden, les accords d'Angora, les créances des Etat-Unis) ; examens des PJJ relatifs à la lutte contre le typhus en Europe orientale, à la Banque industrielle de Chine, à un crédit pour études aux étudiants roumains en

France, aux villes de Vinay (Isère) et de Charleville (Ardennes).

10 février 1922 : nomination ; communication sur le P.J.L. relatif à la Banque industrielle de Chine ; examen de la P.P.L. sur le traitement des fonctionnaires des écoles pratiques de commerce et d'industrie ; rapports sur des P.J.L. de M. BERENGER (introduction de la loi du 28 février 1921 en Alsace-Lorraine, receveurs municipaux) ; examen du P.J.L. sur les opérations de bourse dans les régions libérées (règlement du moratorium).

13 février 1922 : rapport de M. Raphaël LEVY sur la P.P.L. relative à la loi du 16 juillet 1921 ; examens du P.J.L. de finances de 1922 (retraites des fonctionnaires de familles nombreuses), des P.J.L. sur l'introduction de la loi du 24 mars 1921 en Alsace-Lorraine et sur les réparations des forteresses dans cette région ; communication sur la Banque industrielle de Chine ; audition de MM. Raymond POINCARE (Président du Conseil) et Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur la Banque industrielle de Chine.

16 février 1922 : communication d'un tableau contenant les chiffres de la situation financière de 1789 (don de M. Léon BOURGEOIS, Président du Sénat) ; échange de vues sur l'emprunt contracté le département de la Seine envers les Etats-Unis, et sur la constitution d'un consortium international en vue de la reconstruction de l'Europe ; rapport de M. Jules JEANNENEY sur le P.J.L. relatif à la Banque industrielle de Chine ; examen de trois articles (44, 48, 54) du P.J.L. de finances de 1922.

22 février 1922 : communication d'une lettre de M. Raymond POINCARE (Président du Conseil) sur les cessions de matériel faites au gouvernement d'Angora ; rapports de M. Louis DAUSSET sur trois P.J.L. concernant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; audition de M. Paul STRAUSS (ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales) sur le P.J.L. relatif à la participation de la France à la lutte contre le typhus ; rapport de M. François MILAN sur le P.J.L. relatif à la législation des loyers ; examens de la P.P.L. sur l'allocation de primes aux surfaces ensemencées en céréales dans les régions libérées, du P.J.L. relatif à une indemnité de cherté de vie aux petites retraites de l'Etat.

23 février 1922 : examen du P.J.L. relatif à une indemnité de cherté de vie (suite).

27 février 1922 : communication de deux lettres adressées au Président du Conseil (consortium économique international, banque française en Haute-Silésie) ; examens de la P.P.L. relative au contrôle des dépenses engagées, du P.J.L. relatif à la participation de la France à l'exposition de Rio-de-Janeiro en 1922 ; rapport de M. Henry BERENGER sur le P.J.L. relatif aux crédits provisoires applicables au mois de mars sur le budget spécial des dépenses recouvrables.

8 mars 1922, examens du P.J.L. relatif à la lutte contre le typhus en Europe orientale, du P.J.L. sur l'érection d'un monument en l'honneur des morts de l'armée d'Orient, et du P.J.L. modifiant l'article 11 de la loi du 18 octobre 1919 (cumul pension et indemnité pour les fonctionnaires) ; rapport de M. Henry BERENGER sur le budget spécial des dépenses recouvrables pour 1922 ; échange de vues sur le P.J.L. relatif à la participation de la France à l'exposition de Rio-de-Janeiro en 1922.

10 mars 1922 : communication de deux lettres de M. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur la construction de divers palais et sur les victimes de

la famine en Russie ; rapport de M. Henry BERENGER sur le budget spécial (suite).

13 mars 1922 : demandes de documents sur l'exécution des traités de paix ; exposé de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le budget des dépenses recouvrables, suite à son entretien avec le Président du Conseil ; examens du P.J.L. concernant les taxes postales, télégraphiques et téléphoniques, et du budget des dépenses recouvrables.

1922

14S 58 Commission des finances, séances : procès verbaux.

15 mars 1922 : communication par le Gouvernement des arrangements du 11 mars 1922 (avec annexes) ; communication de deux lettres de M. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur le montant des bons de la défense nationale et sur le montant des marks allemands et polonais en possession du trésor français ; audition de MM. Raymond POINCARE (Président du Conseil) et M. Charles de LASTEYRIE sur les réparations, le budget des dépenses recouvrables et les dettes et créances interalliées.

18 mars 1922 : communication de lettres envoyées au Gouvernement sur des crédits supplémentaires à l'exercice 1921 et sur le consortium économique internationale ; examen du P.J.L. concernant l'achèvement des maisons à bon marché commencées en 1914 ; rapports de MM. DAUSSET sur le P.J.L. relatif à l'aliénation de l'immeuble Villa d'Albay (commune de Labroque, Bas-Rhin), Pierre GUILLIER sur le P.J.L. modifiant la loi du 5 août 1920 sur l'emprunt de la liquidation de l'Algérie ; examen du P.J.L. portant fixation du budget des dépenses recouvrables pour 1922 et conclusions du rapport général sur le budget.

22 mars 1922 : échange de vues sur l'examen et sur le vote d'un cahier de crédits additionnels ; rapport de M. Jules JEANNENEY sur le P.J.L. relatif aux retraites des «petits cheminots».

29 mars 1922 : rapport de M. Louis DAUSSET sur le P.J.L. approuvant une convention monétaire entre la Belgique, l'Italie, la France, la Suisse et la Grèce ; audition de MM. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) et Charles REBEIL (ministre des régions libérées) sur le P.J.L. portant fixation pour 1922 du budget des dépenses recouvrables ; rapports sur des P.J.L. de MM. Lucien HUBERT (aliénation de l'immeuble affecté à la légation de la République à Cettigne), Jean MOREL (traitements du personnel du chemin de fer et du port de la Réunion) ; échange de vues sur le P.J.L. relatif à l'exportation des capitaux et à l'importation des valeurs mobilières.

30 mars 1922 : communication d'une lettre de M. Raymond POINCARE (Président du Conseil) sur les troupes françaises de la Silésie ; échanges de vues sur les vacances parlementaires et sur les élections cantonales, sur le P.J.L. relatif au mode de calcul de l'impôt sur les chemins de fer (ajournement) ; rapports sur des P.J.L. de MM. Louis PASQUET (retraites ouvrières et paysannes) et Guillaume CHASTENET de CASTAING (droit d'entrée au Muséum d'histoire naturelle).

31 mars 1922 : examen du PJJ prorogeant sur l'exercice 1921 les délais de clôture sur le budget de l'Etat ; rapport de M. Jules JEANNENEY sur le PJJ prorogeant les exonérations d'impôts sur les prix de transport applicables sur les grands réseaux de chemin de fer ; examen du PJJ relatif au mode de calcul de l'impôt sur les chemins de fer ; échange de vues sur le PJJ autorisant des avances au Gouvernement autrichien ; examen du PJJ fixant le budget spécial des dépenses recouvrables pour 1922 ; rapports sur des PJJ de MM. Albert LEBRUN (institution d'une médaille commémorative interalliée de la guerre dite «médaille de la victoire»), Raphaël LEVY (cessions des droits à indemnités pour dommages de guerre) ; audition de M. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur les délais de clôture des opérations poursuivies sur le budget de l'Etat.

3 avril 1922 : communication d'une lettre à la Manufacture nationale de Sèvres ; rapport de M. Henry BERENGER sur le PJJ relatif au programme naval (crédits) ; examen du PJJ relatif aux régulations de crédits sur 1921 ; rapport de M. Louis PASQUET sur le PJJ approuvant la convention France – Belgique du 14 février 1921 (retraite ouvrier mineur).

4 avril 1922 : communication d'une lettre de la direction générale des contributions directes sur le PJJ relatif aux dissimulations frauduleuses de bénéfices de guerre ; rapport de M. Raphaël LEVY sur le PJJ relatif aux chambres de commerce des régions libérées (situation financière) ; communication d'une lettre sur les crédits pour les chemins de fer de l'Etat ; examens des PPL concernant l'aide nationale aux familles nombreuses et relative à la protection des enfants du premier âge et à la consultation de nourrissons, du PJJ portant sur les crédits sur 1921.

5 avril 1922 : communication sur l'acquisition par la Banque de l'Indochine des actions de la Société française des Nouvelles-Hébrides ; examen du PJJ relatif à la création d'une brigade spéciale de police dans la Seine-et-Oise ; rapport de M. Henry BERENGER sur le PJJ relatif au statut des fonctionnaires d'Alsace-Lorraine.

7 avril 1922 : rapports sur des PJJ de MM. Louis PASQUET (modification de la loi du 4 octobre 1919), Raphaël LEVY (expropriation d'immeubles endommagés par la guerre) ; audition de hauts fonctionnaires du ministère des travaux publics sur les crédits additionnels pour les chemins de fer.

8 avril 1922 : rapports sur deux PJJ de MM. Jules JEANNENEY (crédits des chemins de fer), Léon PERRIER (création de réseaux de transport d'énergie électrique haute tension, Albert LEBRUN (crédits pour la fabrication de matériel aéronautique de guerre ; audition de MM. Raymond POINCARE, André MAGINOT (ministre de la guerre et des pensions) sur les crédits additionnels pour l'armée du Levant ; rapports sur deux PJJ de M. BERENGER sur les budgets extraordinaire et spécial de l'exercice 1921.

1^{er} juin 1922 : constitution du bureau puis discours de M. Raphaël MILLIES-LACROIX (président) ; nominations.

6 juin 1922 : communication d'une lettre à la Manufacture nationale de Sèvres et d'une autre sur la Haute-Silésie ; échange de vues sur la rémunération des membres du Conseil supérieur des chemins de fer ; communication du dépôt du budget des dépenses recouvrables pour 1923 ; examen du PJJ relatif à la

réforme monétaire en Alsace-Lorraine, de la PPL relative à l'organisation du contrôle des dépenses engagées, du PJJ concernant les avances au Gouvernement autrichien.

1922

14S 59 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

12 juin 1922 : communication de deux lettres de M. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur la Manufacture de Sèvres et sur les dettes de l'Allemagne vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations d'Alsace-Lorraine, d'une lettre émanant de l'Association professionnelle des inspecteurs de police mobile et spéciale, critiquant le PJJ relatif à la police en Seine-et-Oise ; audition de M. Maurice MAUNOURY (ministre de l'intérieur) accompagné du directeur de la sûreté générale, du préfet de police et du préfet de Seine-et-Oise sur le PJJ relatif à la création d'une brigade spéciale de police ; examen du texte.

14 juin 1922 : communication de lettres adressées à MM. Charles de LASTEYRIE et André MAGINOT (ministre de la guerre) sur la Banque industrielle de Chine et sur l'armée du Levant (crédits) ; audition de M. Charles de LASTEYRIE sur le PJJ relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires puis échange de vues.

21 juin 1922 : communication d'une lettre de M. Yves LE TROCQUER (ministre des travaux publics) sur le PJJ concernant les rémunérations des membres du Conseil supérieur des chemins de fer ; examens du PJJ concernant la pension de certains fonctionnaires coloniaux (Indochine), des PPL relatives au contrôle des dépenses engagées, aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, aux pensions versées aux anciens militaires et marins réformés pour blessures ou infirmités ; échange de vues sur trois PJJ d'intérêt local concernant les villes de Saint-Chamond (Loire), Commercy (Meuse) et Grenoble (Isère).

23 juin 1922 : communication de lettres envoyées à différents ministères sur les pensions de fonctionnaires en Indochine et d'anciens militaires et marins réformés ; audition de M. Paul STRAUSS (ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales) sur les PPL relatives à la protection des enfants de premier âge, à la reconnaissance des consultations des nourrissons et à l'aide des familles nombreuses ; rapport de M. Henry BERENGER sur l'article 1er du PJJ relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires (exonération de l'impôt sur les bénéfices commerciaux) ; examens des PJJ approuvant une convention avec la Hongrie (clauses économiques du traité signé à Trianon le 4 juin 1920), et relatif aux taxes postales, télégraphiques et téléphoniques ; rapport de M. Louis SERRE sur le PJJ relatif de l'Ecole nationale d'Horlogerie de Besançon.

26 juin 1922 : examens des PJJ relatifs au réseau de chemins de fer en Corse, à la perception des impôts en régions libérées, à l'achat d'une mouche à vapeur destinée à l'ambassade de France à Constantinople, de la PPL relative à l'application de la loi sur le crédit agricole aux victimes de guerre ; échange de vues sur la PPL relative à l'Office national des mutilés et réformés de la guerre (prêts hypothécaires).

27 juin 1922 : rapport de M. Albert LEBRUN sur le PJJ relatif à l'entretien des

effectifs de l'armée du Levant (crédit).

28 juin 1922 : audition de M. André MAGINOT (ministre de la guerre) sur le P JL relatif à l'entretien des effectifs de l'armée du Levant (ouverture d'un crédit) ; examen du texte ; examens de la PPL relative au droit à pension des juges suppléants de carrière, du P JL relatif aux frais de représentation au mariage du Roi de Serbie (ouverture de crédit), du P JL relatif à un cahier de crédits de régularisation, d'une PPL relative au traitement à accorder aux élèves de grandes écoles liées avec l'Etat par un engagement décennal (durée du service militaire) ; rapport de M. Henry BERENGER sur le P JL relatif au report de crédits de l'exercice 1921 à 1922 ; échange de vues sur le P JL prorogeant les délais d'attributions des indemnités de cherté de vie.

30 juin 1922 : examen du P JL concernant des crédits de régularisation à la flotte en gérance ; audition de MM. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) et Alphonse RIO (sous-secrétaire de la marine marchande et de la pêche) sur ce texte.

3 juillet 1922 : communication sur l'établissement du câble Paris-Strasbourg (report de crédits de l'exercice 1921 à 1922) ; examens de la PPL sur le traitement à accorder aux élèves de grandes écoles liées envers l'Etat par un engagement décennal (durée du service militaire) ; rapports sur des P JL de M. Louis DAUSSET (régime du tabac en Alsace-Lorraine, distributeurs automatiques des huiles végétales et animales et du phosphore en Alsace-Lorraine, planteurs de tabac) ; échange de vues sur le P JL appliquant aux comptables publics les dispositions des lois relatives aux jours fériés ; rapport de M. Paul PELISSE sur le P JL relatif à l'organisation des jeux olympiques (ouverture de crédits) ; examens du P JL modifiant la loi du 31 mars 1919 (invalides de guerre et soins gratuits), de la PPL sur le taux de majoration pour enfants accordées aux veuves de guerre ; rapport de M. Jean STUHL sur le P JL relatif au régime des pensions ; examen du P JL relatif au recouvrement de la contribution sur les bénéficiaires de guerre.

5 juillet 1922 : communication de lettres diverses (jeux olympiques, jours fériés, bons de la défense nationale, dirigeable allemand *Dixmude*) ; audition de représentants des ministères des finances et des pensions sur diverses PPL concernant les pensions ; échange de vues sur le P JL relatif à la loi du 31 mars 1919 (invalides de guerre et soins gratuits) ; examen de la loi de finances de 1922 (articles 91 et 92 : régime des pensions) ; échange de vues sur deux PPL (militaires et marins pensionnés avant août 1914, majoration aux veuves de guerre pensionnées) ; rapport de M. François MILAN sur le P JL relatif à l'examen de capacité pour la conduite des automobiles ; examen du P JL portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés.

7 juillet 1922 : échange de vues sur deux P JL relatifs aux retraites du personnel de l'Imprimerie nationale, à l'Office domaniale des mines de la Sarre ; rapport de M. Henry BERENGER sur le P JL relatif aux contributions directes (département, commune) pour 1923 ; examen du P JL relatif aux cheminots ; rapports de MM. Jules JEANNENEY sur le P JL relatif aux chemins de fer d'Alsace-Lorraine (budget annexe pour 1922), Albert LEBRUN sur le P JL portant ouverture de crédits supplémentaires au ministère de la guerre (entretien pendant l'année 1922 des effectifs fixés par la loi de finances du 31 décembre 1921, article 100) ; audition de MM. Raymond POINCARÉ (Président du

Conseil), Charles de LASTEYRIE (ministre des finances), Henry CHERON (ministre de l'agriculture) sur le P.J.L. portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés.

8 juillet 1922 : audition de M. Gaston VIDAL (sous-secrétaire de l'enseignement technique) sur le P.J.L. relatif aux jeux olympiques de 1924 puis échange de vues ; audition de M. Paul STRAUSS (ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance) sur le P.J.L. relatif à la commémoration du centenaire de Louis PASTEUR à Strasbourg ; examen du P.J.L. relatif à l'installation au château de Vincennes de la bibliothèque et du musée de la guerre ; ajournements de six P.J.L. (Office national des recherches scientifiques et des inventions, lutte contre le doryphora, réforme monétaire en Alsace-Lorraine, ouverture de crédits sur 1922 au titre du budget général, application aux comptables publics des jours fériés, crédits pour le fonctionnement du contrôle des dépenses engagées) ; rapport de M. Abraham SCHRAMECK sur le P.J.L. répartissant un fonds de subvention aux départements ; échange de vues sur le P.J.L. relatif au centenaire de Louis PASTEUR ; examens de deux P.P.L. instituant des allocations en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes au titre de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, relative au droit à indemnités pour dommages de guerre ; audition de MM. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances), Henry CHERON (ministre de l'agriculture) sur six P.J.L. ajournés par la commission, puis examen de ces P.J.L. (ouverture de crédits sur 1922 au titre du budget général, crédits pour le fonctionnement du contrôle des dépenses engagées, réforme monétaire en Alsace-Lorraine, recouvrement de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre - ajournement de deux des six P.J.L. relatifs au doryphora et aux magistrats de la Cour des comptes).

1922

14S 61 Commission des finances, séances : procès verbaux.

12 octobre 1922 : communication de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur les avances consenties à la Pologne et aux Etats de la Petite entente, sur une visite aux mines de la Sarre, sur la nouvelle loi de recrutement, sur une machine à voter ; échange de vues sur la trésorerie de la Banque de France et sur le commissariat général en Alsace-Lorraine.

17 octobre 1922 : rapports sur sept P.J.L. concernant l'Alsace-Lorraine (départements des Haut-Rhin, Bas-Rhin et de la Moselle) de M. Henry ROY (taxes de jaugeage, droits d'enregistrement et de timbre, taxes sur les valeurs mobilières étrangères, ratification de décrets des 24 août, 27 août, 14 octobre 1921, pour des crédits supplémentaires au budget, ratification des décrets en date du 31 mars 1921 arrêtant le budget ordinaire et extraordinaire, aliénation de parcelles du domaine de l'Etat) ; rapport de M. Louis DAUSSET sur le P.J.L. relatif aux tarifs des droits d'expédition des actes d'état civil ; examen du P.J.L. relatif à l'impôt sur le chiffre d'affaires.

23 octobre 1922 : allocution sur le décès de M. Louis BOUDENOOT ; échange de vues sur le P.J.L. relatif aux chambres d'agriculture ; examen du P.J.L. relatif à l'impôt sur le chiffre d'affaires (suite).

24 octobre 1922 : examen du PJJ (suite) ; examen du PJJ portant ouverture d'un crédit pour l'entretien des effectifs de l'Armée du Levant.

27 octobre 1922 : communication d'une lettre de M. Raymond POINCARE (Président du Conseil) relative à la Sarre ; audition de M. André MAGINOT (ministre de la guerre) sur le PJJ portant ouverture d'un crédit pour l'entretien des effectifs de l'Armée du Levant puis échange de vues.

30 octobre 1922 : communication sur le PJJ concernant la retraite des résidents supérieurs en Indochine ; rapports de MM. René BESNARD sur le PJJ concernant l'indemnité de dégâts survenus à un immeuble privé occupé par la direction des inventions et sur le PJJ relatif à la prolongation de la scolarité obligatoire, Henry BERENGER sur le PJJ relatif aux indemnités des fonctionnaires des cadres supérieurs des administrations centrales ; observation sur une nomination illégale à l'Office des pupilles de la nation ; communication d'une lettre de M. Charles REIBEL (ministre des régions libérées) sur la situation financière.

10 novembre 1922 : échanges de vues sur les mesures envisageables par le Bureau du Sénat pour la réalisation d'économies (réduction des impressions), sur le refus de l'Inspection générale des finances à communiquer un rapport à M. Henri ROY ; audition de M. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur la situation financière et budgétaire puis échange de vues.

15 novembre 1922 : nomination ; échange de vues sur le montant des sommes restant à payer pour les réparations (reconstitution des départements et paiement des pensions et allocations) ; demande de communication de rapports des fonctionnaires envoyés à l'étranger pour y étudier la législation fiscale ; communication sur les budgets des différents ministères pour 1923 ; examen de la PPL relative au monument en l'honneur de l'intervention américaine dans la guerre, du PJJ créant un Office national de l'éducation physique et des sports, du PJJ modifiant la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricole, des PJJ relatifs aux avances prélevées sur les fonds du crédit agricole pour les départements et les communes, aux chambres d'agriculture, de la PPL relative au monument commémoratif en l'honneur des soldats de Verdun (crédits), des PJJ relatifs à la journée de huit heures, à la filature de la soie, et aux disponibilités des magistrats de la Cour des comptes ; rapport de M. René BESNARD sur le PJJ relatif aux services de l'instruction publique ; communication sur le PJJ relatif aux indemnités des fonctionnaires des cadres supérieurs des administrations centrales.

17 novembre 1922 : rapport de M. Paul PELISSE sur la PPR relative à la convention passée avec la Société de télégraphie sans fil.

20 novembre 1922 : communication d'une lettre à la commission de l'agriculture sur les chambres d'agriculture ; examen du PJJ relatif au régime des chemins de fer en Algérie ; nomination.

24 novembre 1922 : communication d'une lettre de M. Léon BERARD (ministre de l'instruction publique) sur la création à Paris d'une cité universitaire ; nomination ; audition de M. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur le PJJ relatif à l'impôt sur le chiffre d'affaires ; échange de vues sur la taxation de la production ; rapport de M. Léon PERRIER sur le PPL modifiant les lois du 21 avril 1810 et 27 juillet 1880 sur les mines ; rapports sur des PJJ de

MM. Henry ROY (ratifications de décrets d'août 1921 portant ouverture sur l'exercice 1921 de crédits provisoires au titre du budget spécial dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle), Henry BERENGER (comptes sociaux de la marine marchande, liquidation des comptes spéciaux du trésor).

27 novembre 1922 : communication de lettres sur les statistiques des annuités successorales, sur le montant des titres de rentes françaises et des bons du trésor, sur retard de l'examen des crédits additionnels sur l'exercice 1922, et sur les amendements du P.J.L. sur les chambres d'agriculture ; communication de M. Henry BERENGER sur le bilan de la situation concernant les réparations ; audition de M. Henry CHERON (ministre de l'agriculture) sur le P.J.L. relatif aux chambres d'agriculture.

29 novembre 1922 : communications sur le P.J.L. relatif aux chambres d'agriculture, sur la démission de M. Albert LEBRUN en tant que rapporteur du budget de la guerre ; nomination.

1922

14S 62 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

1^{er} décembre 1922 : examen du P.J.L. relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires et auditions des auteurs d'amendements ; communication sur le P.J.L. relatif au régime de retraites du personnel de l'Imprimerie nationale.

6 décembre 1922 : communication d'une lettre relative à l'emprunt contracté par des sinistrés de Noyon ; observations sur le P.J.L. relatif à la location de l'ancien séminaire de Saint-Sulpice et à l'acquisition d'un immeuble par le ministère des finances, et sur le P.J.L. relatif à la nomenclature du budget des travaux publics ; examen du budget de 1923 et de la situation financière ; examen du P.J.L. relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires (suite).

8 décembre 1922 : examen d'une résolution relative au budget de 1923 ; communication sur les avances de la Banque de France, sur les bons de la défense nationale, sur le coût de la réparation des régions libérées, sur la taxe sur le chiffre d'affaires et les établissements d'enseignement ; examen du P.J.L. relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires (suite).

12 décembre 1922 : communication de M. Jules JEANNENEY sur la non communication de documents relatifs à l'affaire de la Banque industrielle de Chine (incident) ; examen du P.J.L. relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires (suite).

15 décembre 1922 : communication de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le P.J.L. relatif à la Banque industrielle de Chine et sur l'émission de bons de la défense nationale ; examen du P.J.L. relatif à l'ouverture de crédits à l'occasion des calamités publiques en 1920 et 1921 ; examen du P.J.L. relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires (suite) ; échange de vues sur les fonctionnaires de l'enseignement détachés à l'étranger ; examen du P.J.L. portant sur la régularisation, l'ouverture et l'annulation de crédits à l'exercice 1922 (budgets des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix).

20 décembre 1922 : communication sur les régions libérées ; rapport de M. François MILAN relatif à la réparation des dégâts causés par la crue de l'Arc (Savoie).

26 décembre 1922 : communications de lettres concernant la garantie d'un emprunt du Gouvernement autrichien, relative à la Banque industrielle de Chine, sur l'accord relatif au reliquat de l'indemnité de Chine, sur une conférence tenue au tribunal de commerce de la Seine ; examens du P.J.L. approuvant l'accord relatif au reliquat de l'indemnité de Chine, du P.J.L. relatif aux taxes d'alimentation des fonds de garantie et de prévoyance des blessés de guerre, victimes d'accidents de travail, du P.J.L. relatif à une convention entre l'Etat et Paris sur le Conservatoire des arts et métiers, sur la Cour des comptes et sur l'église de l'Assomption.

27 décembre 1922 : communication d'une lettre de M. Jules DELAHAYE sur l'accord relatif au reliquat de l'indemnité de Chine ; audition de MM. Raymond POINCARE (Président du Conseil) et Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur le P.J.L. approuvant l'accord relatif au reliquat de l'indemnité de Chine ; rapport de M. Pierre GUILLIER sur le P.J.L. relatif au budget de l'Algérie pour 1923.

28 décembre 1922 : audition de MM. Raymond POINCARE (Président du Conseil) et Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur le P.J.L. approuvant l'accord relatif au reliquat de l'indemnité de Chine (suite) puis échange de vues.

29 décembre 1922 : échange de vue sur l'examen en séance des projets à venir suite à la demande de M. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) ; examen des P.J.L. portant ouverture de crédits sur 1922 au titre du budget général, relatif aux douzièmes provisoires ; rapports sur des P.J.L. de MM. Henry BERENGER (douzièmes provisoires de 1923), Louis DAUSSET (prix des tabacs indigènes) ; observation sur le P.J.L. réorganisant l'administration centrale du ministère des finances ; rapport de M. Henry BERENGER sur le P.J.L. ratifiant la convention entre le ministère des finances et le gouverneur de la Banque de France.

30 décembre 1922 : rapport de M. Georges REYNALD sur le P.J.L. relatif à la Banque industrielle de Chine.

31 décembre 1922 : rapports sur des P.J.L. de MM. Henry BERENGER (emprunt par le Gouvernement autrichien, achat d'un terrain en vue de l'installation de la légation de la République à Belgrade, Louis DAUSSET (liquidation des pensions aux victimes civiles de la guerre), François MILAN (ville de Privas en Ardèche) ; observation de M. Henry BERENGER sur l'accord de reliquat de l'indemnité de Chine ; examens de deux P.J.L. de douzièmes provisoires puis audition de M. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur ce texte.

1922

14S 63

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

1^{er} janvier 1923 : échange sur le vote des douzièmes provisoires à la Chambre des députés.

15 janvier 1923 : décès de M. RIBOT.

16 janvier 1923 : travaux exécutés pour l'industrie privée dans les arsenaux ; rapports de M. HUBERT sur le P.J.L. ouvrant des crédits pour le ministère des affaires étrangères, sur le P.J.L. relatif au Conseil supérieur de la défense

nationale, sur le PJJ ouvrant une légation en Afghanistan, et sur le PJJ pour assister les Français de Russie ; échanges sur le budget et questions diverses.

22 janvier 1923 : échanges sur la situation du matériel de guerre et sur les événements de la Ruhr ; examen du PJJ relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires ; examen du PJJ relatif à la transformation des troupes auxiliaires marocaines en corps réguliers ; rapport de M. SERRE sur le PJJ pour le paiement au Brésil de l'affrètement des bateaux ex-allemands ; échanges sur la situation de la trésorerie.

25 janvier 1923 : événements de la Ruhr.

30 janvier 1923 : examen du PJJ relatif au recrutement de l'armée.

1^{er} février 1923 : examen du PJJ relatif au recrutement de l'armée (suite) ; examen du PJJ relatif à l'organisation judiciaire en Alsace-Lorraine ; rapport de M. BUSSON BILLAULT sur le PJJ créant un tribunal de première instance à Tiarret (Oran) ; rapport de M. DEBIERRE et examen de la PPL relative à la rééducation des mutilés du travail et l'éducation fonctionnelle et professionnelle des infirmes ; examen du PJJ relatif au recrutement de l'armée (suite) ; échanges sur le budget de 1923.

7 février 1923 : nominations ; examen de la PPL relative à l'allocation d'ascendant à la femme « séparée de corps » ; rapport de M. DEBIERRE sur la PPL relative à l'aide nationale aux familles nombreuses ; rapport de M. JEANNENEY sur le PJJ relative aux emprunts des grandes compagnies de chemins de fer ; examen du budget annexe des chemins de fer de l'Etat ; exposé de M. MILAN sur la modification de la nomenclature du budget des travaux publics ; avis sur le rachat des chemins de fer départementaux de l'Yonne.

14 février 1923 : échanges sur l'audition de M. LE TROCQUER (ministre des travaux publics), sur la PPL relative à l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, sur l'examen du budget de 1923, sur le PJJ autorisant l'émission et le renouvellement des valeurs du trésor à court terme, sur le programme naval, sur le PJJ relatif à l'organisation judiciaire en Alsace-Lorraine, sur le PJJ réorganisant l'administration centrale du ministère des finances ; examen du PJJ autorisant la vente aux enchères publiques de quatre bijoux appartenant au musée du Louvre (héritage DOSNE-THIERS) ; avis de M. BLAIGNAN sur le PJJ réformant le statut douanier des zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie et sur le PJJ réglant les relations entre les anciennes zones franches et les cantons suisses limitrophes ; examen du PJJ réorganisant l'administration centrale du ministère des finances.

16 février 1923 : échanges sur l'audition de M. LE TROCQUER et sur le PJJ relatif aux vestiges et souvenirs de guerre ; avis de M. JEANNENEY sur le PJJ relatif aux lignes de Lerouville à Novéant et de Chaligny à Blainville ; audition de M. de LASTEYRIE (ministre des finances), sur le PJJ autorisant l'émission et le renouvellement de valeurs du trésor à court terme.

19 février 1923 : audition de M. LE TROCQUER sur le budget annexe des chemins de fer de l'Etat.

21 février 1923 : nominations ; lettre de M. RAIBERTI (ministre de la marine) sur les conditions financières d'exécution des marchés de constructions navales ; examen du PJJ créant un office domanial des mines de la Sarre.

26 février 1923 : examen du P.J.L. relatif à la modification de la réglementation applicable aux bouilleurs de cru ; adoption du P.J.L. relatif à la participation de la France à l'exposition de Rio de Janeiro.

27 février 1923 : audition de M. LE TROCQUER sur le P.J.L. relatif aux bouilleurs de cru et sur le budget de 1923 ; rapport de M. BERENGER (rapporteur général) sur le budget de 1923 ; audition de M. Maurice SARRAUT sur le P.J.L. relatif aux bouilleurs de cru.

1^{er} mars 1923 : rapport de M. JEANNENEY et examen du P.J.L. augmentant le montant des travaux complémentaires de 1921 et la faculté d'émission des compagnies des chemins de fer du Nord et du Paris - Lyon - Méditerranée.

5 mars 1923 : communications de M. LE TROCQUER sur le P.J.L. réorganisant le ministère des finances et sur l'article 4 de la loi de finances de 1923 ; communication de M. de KERGUEZEC (président de la commission de la marine) sur la nomination des commissions du gouvernement près les conseils de guerre maritimes ; échanges sur le rapport de l'inspection générale des finances sur la comptabilité des émissions de bons de la défense nationale ; examen du P.J.L. réorganisant le ministère des finances ; échanges sur le P.J.L. relatif au recrutement de l'armée et sur le budget de 1923.

8 mars 1923 : examen des conséquences financières de l'article 7 de la loi sur le recrutement ; examen de la P.P.L. sur les concessions de baux d'immeubles par l'Etat.

14 mars 1923 : adoption de projets de loi d'intérêt local (villes de Grenoble, Nancy, Aix et Dijon) ; rapport de M. JEANNENEY sur le P.J.L. relatif au réseau de la Compagnie meusienne des chemins de fer ; exposé de M. BERENGER et examen du P.J.L. relatif à l'équilibre du budget de 1923.

19 mars 1923 : audition de M. POINCARE (Président du Conseil) et de M. de LASTEYRIE (ministre des finances) sur la situation budgétaire, financière et de trésorerie puis échanges.

1923

14S 64 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

21 mars 1923 : discussion sur l'exposé de M. BERENGER (rapporteur général) sur le budget pour l'exercice 1923.

23 mars 1923 : examen de la P.P.R. sur les rémunérations dues aux receveurs municipaux ; examen du P.J.L. sur la taxe d'écoulement direct à l'égout de Paris ; examen du P.J.L. concernant les voies ferrées d'intérêt local de Castres à Toulouse et d'un P.J.L. autorisant l'augmentation du capital garantie par la Compagnie à la Société des voies ferrées départementales du Midi ; examen du P.J.L. sur l'exécution de l'établissement maritime du Verdon ; examen du P.P.L. accordant à la femme séparée de corps le bénéfice de l'allocation d'ascendante ; examen du P.J.L. relatif au mode de paiement des pensions militaires allemandes dont les titulaires ont acquis ou recouvré la nationalité française ; examen du P.J.L. étendant le bénéfice des lois françaises aux anciens militaires ayant acquis droit à pension d'invalidité dans l'armée allemande et devenus Français par application du traité de Versailles ; P.J.L. relatif à un crédit pour achat d'un terrain

destiné à l'installation de la légation de la République en Serbie, Croatie, Slavonie.

24 mars 1923 : communication d'une lettre de M. LAFFONT (sous-secrétaire d'Etat des postes, télégraphes et téléphones) sur le câble télégraphique destiné à relier la France et l'Algérie ; rapports de M. ROY sur le PJJ relatif aux impôts cédulaires en Alsace-Lorraine et sur le PJJ relatif aux primes à la culture du blé ; avis sur le PJJ relatif à la dérivation du Verdon ; examen du PJJ relatif à l'organisation d'une exposition canadienne en France ; examen du PJJ créant un Office domanial des mines de la Sarre ; examen de la PPR sur la convention passée avec la Compagnie générale de télégraphie sans fil.

26 mars 1923 : audition de MM. DIOR (ministre du commerce et de l'industrie) et CHARMEIL (directeur du personnel, de l'expansion commerciale et du crédit) sur le PJJ relatif à l'organisation d'une exposition canadienne en France, puis délibération ; examen du PJJ fixant les coefficients applicables en 1923 pour l'établissement de l'impôt sur les bénéficiaires agricoles ; examen du PJJ portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1922.

27 mars 1923 : examen du PJJ portant ouverture de crédits provisoires au titre de budget spécial des dépenses recouvrables ; examen du PJJ portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget général ; rapports de M. HUBERT sur le PJJ portant ouverture de crédits au ministre des affaires étrangères et sur la PPL pour la souscription du monument de l'intervention américaine dans la guerre ; rapports de M. SCHRAMECK sur le PJJ relatif à la répartition de la contribution personnelle mobilière à Paris, sur plusieurs PJJ relatifs au département de la Seine et la Ville de Paris.

28 mars 1923 : audition de M. de LASTEYRIE (ministre des finances) sur la création d'un sous-secrétariat d'Etat au ministère des finances et sur diverses questions ; examen du PJJ sur les crédits provisoires (point de départ de l'année financière) ; examen du PJJ sur les vestiges et souvenirs de guerre ; examen du PJJ sur les funérailles de M. Théophile DELCASSE ; examen du PJJ sur la vente d'automobiles et d'accessoires de luxe ; examen du PJJ sur l'exposition internationale des arts décoratifs et industriels modernes ; examen d'un PJJ sur le rapatriement en Russie d'anciens soldats russes ; examen du PJJ sur la reconstitution des actes et archives détruits dans les départements par suite des événements de guerre ; examen du PJJ relatif à la création et à la transformation d'écoles d'agriculture ; examen du PJJ sur l'installation et le fonctionnement du cinématographe dans les communes rurales ; examen de la PPL sur les conditions de réutilisation des terrains endommagés par faits de guerre et rachetés par l'Etat ; rapport de M. BERENGER sur la création d'un sous-secrétariat d'Etat au ministère des finances par une loi spéciale.

16 avril 1923 : examen des budgets spéciaux pour 1923 (beaux-arts, affaires étrangères).

17 avril 1923 : demande d'audition ; observations sur la communication à la commission des rapports des services de contrôle (ministère des finances) ; examen des budgets spéciaux pour 1923 (affaires étrangères, monnaies et médailles, finances).

18 avril 1923 : examen des budgets spéciaux pour 1923 (légion d'honneur, imprimerie nationale, conventions et garanties d'intérêt, justice).

19 avril 1923 : demande d'audition de M. POINCARE (Président du Conseil) sur le budget du ministère des affaires étrangères, échange de vues ; examen des budgets spéciaux pour 1923 (agriculture, intérieur, travaux publics).

20 avril 1923 : décès de M. BERARD ; examen des budgets spéciaux pour 1923 (aéronautique, transports aériens, hygiène de l'assistance et de la prévoyance sociales, commerce, travail, pensions, ports, marine marchande et pêches).

2 mai 1923 : examen des budgets spéciaux pour 1923 (Alsace-Lorraine, mines et forces hydrauliques, caisse des invalides de la marine, enseignement technique, Ecole centrale, guerre).

1923

14S 65 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

4 mai 1923 : examen des budgets spéciaux pour 1923 (guerre).

5 mai 1923 : examen des budgets spéciaux pour 1923 (colonies).

7 mai 1923 : échanges sur la discussion du budget au Sénat ; examen des budgets spéciaux pour 1923 (instruction publique, chemins de fer de l'Etat).

9 mai 1923 : réclamations des ministres contre les décisions de la commission concernant leurs budgets respectifs ; examen des budgets spéciaux pour 1923 (poudres, manufactures de l'Etat en Alsace et Lorraine, postes et télégraphes, Caisse nationale d'épargne).

11 mai 1923 : décès de M. BUSSON-BILLAULT ; communication d'une lettre de M. de LASTEYRIE (ministre des finances) ; examen de l'équilibre budgétaire ; exposé de M. BERENGER (rapporteur général) sur le budget.

14 mai 1923 : communication d'une lettre de M. POINCARE (Président du Conseil) ; échanges sur une PPL relative au point de départ de l'année financière ; examen des budgets spéciaux pour 1923 (chemins de fer d'Alsace et de Lorraine) ; examen de l'équilibre budgétaire et du transfert au budget des dépenses recouvrables de la charge des emprunts contractés par la France en vue d'effectuer les paiements dûs par l'Allemagne ; examen des articles 100 à 127 du PJJ de finances de 1923 (réforme administrative et financière des postes, télégraphes et téléphones).

16 mai 1923 : décès de M. de FREYCINET ; examen des articles 2 à 25 du PJJ de finances.

17 mai 1923 : examen de l'article 23 du PJJF ; réclamations des ministres (suite) ; ajournement de l'examen du PJJ régularisant les attributions de décorations par les ministres de la guerre et de la marine ; examen des articles 26 à 76 du PJJ de finances.

18 mai 1923 : examen des articles 23, 77 à 99 du PJJ de finances.

19 mai 1923 : examen des articles 40, 129 à 183 du PJJ de finances.

22 mai 1923 : réduction des crédits alloués aux ministères ; examen des articles 183 à 242 du PJJ de finances et d'articles nouveaux sur le contrôle des dépenses engagées ; nominations par ordre dans l'administration préfectorale ; régime de

l'adoption ; invalides d'avant-guerre ; règlement des travaux de la commission.

28 mai 1923 : rapport de M. BOIVIN-CHAMPEAUX sur le P.J.L. régularisant les attributions de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires ; rapport de M. BERENGER sur la P.P.L. relative au point de départ de l'année financière ; audition de MM. POINCARE, de LASTEYRIE et d'AUBIGNY (sous-secrétaire d'Etat du ministre des finances) sur le budget du P.J.L. de finances de 1923.

1923

14S 66 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

30 mai 1923 : composition de la commission ; avis de M. REYNALD sur la P.P.L. relative aux ventes judiciaires d'immeubles ; avis de M. SERRE et examen du P.J.L. sur l'exécution de l'établissement maritime du Verdon ; report de l'exposé du rapport sur les douzièmes provisoires ; audition de MM. RAIBERTI (ministre de la marine), DIOR (ministre du commerce), MAUNOURY (ministre de l'intérieur), EYNAC (sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique) et CHERON (ministre de l'agriculture) sur la réduction des budgets des ministères.

31 mai 1923 : rapport de M. BERENGER (rapporteur général) sur les P.J.L. ouvrant des crédits provisoires de juin.

1^{er} juin 1923 : élection et nominations ; audition de MM. de LASTEYRIE (ministre des finances), d'AUBIGNY (sous-secrétaire d'Etat des finances) et LAFFONT (sous-secrétaire d'Etat des postes, télégraphes et téléphones) sur la réduction des budgets des ministères.

2 juin 1923 : audition de MM. PEYRONNET (ministre du travail), LE TROCQUER (ministre des travaux publics) et RIO (sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande) sur la réduction des budgets des ministères.

1923

14S 67 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

4 juin 1923 : audition de MM. MAGINOT (ministre de la guerre et des pensions), BERARD (ministre de l'instruction publique et des beaux-arts), LEON (directeur des beaux-arts), le général BENOIST (directeur des services militaires du ministère des colonies), HORTON (sous-directeur de la comptabilité), POINCARE (Président du Conseil et ministre des affaires étrangères), STRAUSS (ministre de l'hygiène) et COLRAT (ministre de la justice) sur la réduction des budgets des ministères.

6 juin 1923 : audition de M. VIDAL (sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique) et de M. LABBE (directeur de l'enseignement technique) sur la réduction des budgets des ministères ; révision des budgets des ministères et services pour 1923.

7 juin 1923 : audition de M. de LASTEYRIE (ministre des finances) sur les modifications apportées à la loi de finances par la commission.

1923

8 juin 1923 : exposé de M. BERENGER (rapporteur général) sur l'équilibre du budget de 1923 et discussion ; audition de MM. LE TROCQUER (ministre des travaux publics), MAHIEU (secrétaire général du ministère) et du CASTEL (directeur des chemins de fer) sur le PJJ relatif aux travaux complémentaires sur le réseau du Nord et sur la faculté d'émission des compagnies des chemins de fer du Nord et Paris-Lyon-Méditerranée ; audition de MM. POINCARE (Président du Conseil), de LASTEYRIE (ministre des finances) et LE TROCQUER sur le PJJ relatif à l'exécution du traité de Versailles et à la situation dans la Ruhr ; échanges sur le PJJ relatif aux travaux complémentaires sur le réseau du Nord et à la faculté d'émission des compagnies du Nord et Paris-Lyon-Méditerranée.

13 juin 1923 : commencement de la discussion du budget ; rapport de M. BLAIGNAN et examen du PJJ sur le régime des retraites du personnel de l'Imprimerie nationale ; PJJ sur la superposition d'impôts français et sarrois.

28 juin 1923 : lettre de la Compagnie des messageries maritimes ; rapport de M. BERENGER sur le PJJ relatif à l'exécution du traité de Versailles ; rapport de M. HUBERT sur le PJJ pour l'achat de terrains pour l'ambassade de France à Washington ; rapports de M. BERENGER sur le PJJ relatif au report de crédits de l'exercice 1922 à l'exercice 1923 et sur le PJJ portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1922 ; avis de M. GUILLIER sur le PJJ relatif aux tribunaux de Blidah et de Mascara ; rapport de M. BOIVIN-CHAMPEAUX sur le PJJ relatif au budget annexe de la Légion d'honneur ; rapports de M. MILAN sur le PJJ relatif à la réparation des dommages causés par les calamités publiques et sur le PJJ relatif à la construction du canal de Marseille au Rhône et sur le port de Marseille ; examen de l'avis financier sur le statut des fonctionnaires d'Alsace et Lorraine ; rapport de M. DAUSSET sur le PJJ réorganisant les cadres du personnel de la recette centrale, des recettes perceptions et des perceptions de la Seine ; rapport de M. CLEMENTEL sur le PJJ pour la participation de la France à l'exposition de Rio-de-Janeiro ; rapport de M. BERENGER sur le PJJ relatif aux dépenses recouvrables.

29 juin 1923 : examen du budget de 1923 modifié par la Chambre des députés ; avis de M. SERRE sur le PJJ relatif au port de La Rochelle - La Pallice ; rapport de M. STUHL sur la PPL prorogeant le délai accordé aux victimes civiles de la guerre pour se mettre en instance de pension ; rapport de M. DEBIERRE sur le PJJ relatif à la réduction de la charge des fondations dans les établissements hospitaliers ; avis de M. GUILLIER sur le PJJ relatif au tribunal de Tiaret.

29 juin 1923 : examen du budget modifié par la Chambre des députés (suite).

30 juin 1923 : examen du budget modifié par la Chambre des députés (suite) ; reconduction budgétaire.

1^{er} juillet 1923 : audition de M. de LASTEYRIE sur le budget modifié.

4 juillet 1923 : audition de M. de LASTEYRIE sur le PJJ modifiant le régime des retraites du personnel de l'Imprimerie nationale ; adoption du PJJ relatif aux cadres du personnel de la recette centrale, des recettes-perceptions et perceptions de la Seine ; nomination ; examen du PJJ sur la fabrication de l'ammoniaque synthétique ; rapport de M. PERRIER et examen du PJJ sur la distribution de

l'énergie électrique dans les campagnes ; rapport de M. BERENGER sur le PJJ relatif aux gares douanières à la frontière sarro-allemande ; rapport de M. HUBERT sur le PJJ portant ouverture et annulation de crédits sur 1922 (affaires étrangères).

5 juillet 1923 : rapports de M. ROY sur des PJJ concernant l'Alsace et la Lorraine (impôt général sur le revenu et impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères ; majoration des pensions des retraités des postes et télégraphes ; institution de surtaxes locales temporaires ; trésorerie générale à Metz ; billards publics et privés) ; rapport de M. HIRSCHAUER sur le PJJ relatif aux ingénieurs de l'aéronautique ; avis de M. PERRIER sur le PJJ créant une station marémotrice à l'Aber-Wrac'h ; avis de M. SCHRAMECK sur le PJJ renouvelant le privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion ; rapport de M. RENOULT sur la réparation des dégâts causés par l'explosion de Kenitra (Maroc).

6 juillet 1923 : adoption du PJJ sur la distribution de l'énergie électrique dans les campagnes ; échanges sur le PJJ portant fixation du budget spécial pour 1923 des dépenses recouvrables (traités de paix) ; audition de M. EYNAC (sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique et des transports aériens) sur le PJJ créant les corps d'ingénieurs, d'ingénieurs-adjoints et d'agents techniques de l'aéronautique ; avis de M. DEBIERRE sur la PPL relative aux sociétés de secours mutuels ; rapport de M. DAUSSET sur le PJJ créant des offices de vérification et de compensation en application des traités de paix ; rapport de M. ROY sur les PJJ concernant l'Alsace et la Lorraine (enseignement secondaire) ; majorations et allocations aux titulaires de pensions ; caisses d'épargne sans garantie communale ; rattachement d'administrations financières ; dépenses recouvrables en exécution des traités de paix ; rapport de M. HUBERT sur le PJJ relatif aux dettes d'impôt autrichiennes et hongroises.

9 juillet 1923 : rapport de M. DOUMER sur le PJJ ouvrant des crédits pour l'observation en Amérique de l'éclipse de soleil en 1923 ; avis de M. JEANNENEY sur le PJJ relatif au chemin de fer de Guingamp à Paimpol ; rapports de M. BERENGER (rapporteur général) sur le PJJ érigeant un monument en l'honneur des marins ; rapport de M. BERENGER et examen du PJJ fixant le budget spécial des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix (régions libérées).

10 juillet 1923 : lettre de M. POINCARÉ (Président du Conseil) sur les offices de compensation ; rapports de M. BERENGER sur le PJJ relatif aux contributions directes (impositions départementales et communales) et le PJJ sur des ouvertures de crédits ; rapport de M. STUHL sur la PPL relative aux pensions des invalides d'avant-guerre ; avis de M. RENOULT sur le PJJ relatif à la fortification de Longwy ; échanges sur le PJJ sur l'électrification des campagnes, nomination ; rapport de M. HIRSCHAUER sur le PJJ créant les corps d'ingénieurs, d'ingénieurs-adjoints et d'agents techniques de l'aéronautique.

11 juillet 1923 : rapports de M. SCHRAMECK sur le PJJ autorisant la ville de Paris à accorder sa garantie pour le service d'un emprunt de la Société du gaz de Paris, sur le PJJ relatif à la répartition des allocations à l'Afrique occidentale française, sur le PJJ relatif aux taxes de remplacement de la ville de Lyon, sur le PJJ répartissant le fonds de subvention aux départements ; examen du PJJ sur la

construction et l'exploitation en Algérie d'une fabrique d'explosifs chloratés.

13 juillet 1923 : rapport de M. DOUMER sur la PPL sur les caisses de retraites fondées par les anciens combattants et les victimes civiles de la guerre ; rapport de M. BERENGER sur le PJJ fixant un budget spécial pour les dépenses recouvrables ; rapport de M. PASQUET sur la PPL relative à une colonie de repos pour le personnel des postes, télégraphes et téléphones ; audition de M. LE TROCQUER (ministre des travaux publics) sur le PJJ relatif au chemin de fer de Guingamp à Paimpol ; audition de M. RIO (sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande) sur le PJJ relatif à la crise de la culture de l'huître plate ; examen du PJJ sur le chemin de fer de Guingamp à Paimpol ; avis sur le PJJ relatif aux subventions de l'Etat pour les services publics d'automobiles, nomination ; échanges sur les suppléments temporaires de subventions aux entreprises déficitaires de voies ferrées d'intérêt local ; examen du PJJ sur la crise de l'huître plate.

1923

14S 69 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

12 novembre 1923 : rapport de M. BERENGER (rapporteur général) et examen du PJJ sur le régime des pensions civiles et militaires.

14 novembre 1923 : organisation du travail de la commission ; audition de MM. de LASTEYRIE (ministre des finances) et d'AUBIGNY (sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances) sur le PJJ relatif au régime des pensions civiles et militaires ; échanges sur les pensions des anciens cheminots retraités.

16 novembre 1923 : échanges sur le PJJ relatif au régime des pensions civiles et militaires.

19 novembre 1923 : examen du PJJ relatif au régime des pensions civiles et militaires ; rapport de M. MILAN sur le PJJ relatif à la délivrance des permis de conduire les automobiles ; rapport de M. BERENGER sur le PJJ codifiant les lois sur les habitations à bon marché et la petite propriété.

21 novembre 1923 : question sur le régime des fonctionnaires coloniaux dans la nouvelle loi sur les pensions ; examen du PJJ sur le régime des pensions civiles et militaires (suite).

23 novembre 1923 : rapport de M. ROY sur le PJJ relatif à la caisse de retraite des huissiers d'Alsace et de Lorraine ; rapport de M. CHASTENET sur le PJJ pour les funérailles de Pierre LOTI ; rapport de M. CHASTENET sur le PJJ autorisant l'aliénation de bijoux légués à l'Etat par M. THIERS ; examen du PJJ sur le régime des pensions civiles et militaires (suite).

28 novembre 1923 : demande d'audition de M. LE TROCQUER (ministre des travaux publics) ; avis de M. Fernand DAVID sur le PJJ créant un livret agricole de prévoyance ; examen du PJJ sur le régime des pensions civiles et militaires (suite).

30 novembre 1923 : avis de M. Fernand DAVID sur le PJJ relatif aux chambres d'agriculture ; rapport de M. ROUSTAN sur la PPL relatives aux pensions des armées de terre et de mer ; examen de PJJ autorisant des avances à la Pologne,

la Yougoslavie et la Roumanie.

3 décembre 1923 : avis de M. RENOULT sur le P.J.L. relatif à la fabrication du carbonate de soude et de la soude caustique ; audition de MM. de LASTEYRIE et PION (directeur de la dette inscrite) sur le P.J.L. relatif au régime des pensions civiles et militaires ; échanges sur l'assimilation des ouvriers d'Etat, la péréquation des retraites et les avantages aux fonctionnaires mobilisés.

5 décembre 1923 : audition de MM. LE TROCQUER, LORIEUX (directeur du personnel et de la comptabilité) et GUILLAUME (directeur des mines) sur le P.J.L. relatif à la délivrance des permis de conduire les automobiles.

5 décembre 1923 : audition de MM. POINCARE (Président du Conseil), de LASTEYRIE, MAGINOT (ministre de la guerre et des pensions), EYNAC (sous-secrétaire d'Etat à l'aéronautique) sur les P.J.L. autorisant des avances à la Pologne, la Yougoslavie et la Roumanie.

1923

14S 70 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

11 décembre 1923 : échanges sur la Banque industrielle de Chine ; examen du P.J.L. portant ouverture de crédits pour des dépenses extraordinaires et des dépenses militaires au Maroc et dans les théâtres extérieurs d'occupation.

13 décembre 1923 : demande d'audition de M. MAGINOT (ministre de la guerre) ; examen des articles réservés du P.J.L. relatif aux pensions civiles et militaires ; avis de M. ROY sur le P.J.L. sur le régime de retraites du personnel des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine.

14 décembre 1923 : audition de M. MAGINOT sur le P.J.L. portant ouverture de crédits pour des dépenses extraordinaires et des dépenses militaires au Maroc et dans les théâtres extérieurs d'occupation.

20 décembre 1923 : examen et adoption d'un cahier de crédits supplémentaires ; adoption d'un P.J.L. relatif au reliquat de la liquidation des biens des Chartreux, d'un P.J.L. relatif aux Arméniens réfugiés à Marseille, d'un P.J.L. relatif aux surfaces ensemencées en céréales dans les régions dévastées, d'un P.J.L. relatif à l'agrandissement de l'école supérieure d'électricité, d'un P.J.L. sur le budget spécial de l'Algérie et d'un P.J.L. sur la pension annuelle de Mme CURIE ; échanges sur la P.P.L. relative aux allocations d'allaitement.

21 décembre 1923 : échanges sur les emprunts de la ville de Paris et du département de la Seine ; adoption des rapports de M. CHASTENET sur le P.J.L. relatif à la construction d'une maison de France à Madrid, de M. BESNARD sur le P.J.L. pour la liquidation de la gestion théâtrale de M. ANTOINE (ancien directeur du théâtre de l'Odéon), de M. PASQUET sur le P.J.L. organisant le crédit aux sociétés coopératives et aux artisans, de M. RENOULT sur le P.J.L. relatif aux sous-officiers, de M. HUBERT sur le P.J.L. ouvrant des crédits au ministère des affaires étrangères ; rapport de M. PASQUET sur le P.J.L. relatif aux timbres postes spéciaux à l'occasion des Jeux olympiques ; rapport de M. SERRE sur le P.J.L. relatif au port de pêche de Lorient.

25 décembre 1923 : examen du P.J.L. sur la convention passée entre le ministre des finances et la Banque de France ; examen du P.J.L. sur les crédits provisoires

50

sur le budget des dépenses recouvrables ; examen du PJJ sur la perception en 1924 des droits produits et revenus publics ; adoption du PJJ sur les dépenses du Maroc et des théâtres extérieurs d'opérations en 1924.

26 décembre 1923 : communication sur le remboursement des avances consenties par la Banque de France ; examen du PJJ sur l'emprunt du département de la Seine.

1923

14S 71 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

17 janvier 1924 : entretien entre M. MILLIES-LACROIX (président) et M. POINCARE (Président du Conseil) pour équilibrer avec l'impôt toutes les dépenses de l'Etat ; ajournement de l'examen des PJJ sur les emprunts de la ville de Paris et sur ceux de certaines colonies ; communication de M. BERENGER (rapporteur général) sur la Trésorerie et le dernier bilan de la Banque de France ; rapport de M. PERRIER sur la fabrication de l'ammoniaque synthétique ; ajournement de l'examen du PJJ sur les mines de potasse d'Alsace.

6 février 1924 : emprunts de la ville de Paris ; nomination ; impôt sur les titres nobiliaires ; purge du privilège du trésor en matière de bénéfice de guerre ; PPL de M. DELAHAYE ; emprunts étrangers émis en France avant guerre ; rapport de M. JEANNENEY et examen du PJJ sur les subventions aux chemins de fer d'intérêt local ; examen du PJJ sur l'ammoniaque synthétique.

8 février 1924 : lettre de M. de LASTEYRIE (ministre des finances) sur les PJJ sur le petit commerce et la petite industrie ; situation de la Banque de France ; examen du PJJ sur le régime fiscal des assurances contractées auprès d'assureurs étrangers ; adoption du PJJ sur les terrains de la pyrotechnie de Lyon.

15 février 1924 : rapport de M. HUBERT sur le PJJ relatif à la commission d'administration du territoire de Memel ; rapport de M. BERENGER sur le PJJ relatif aux établissements industriels de la marine militaire.

22 février 1924 : examen du PJJ sur les incendies de forêts ; rapport de M. BERENGER sur la PPL relative aux indemnités de dommages de guerre.

27 février 1924 : avis de M. GUILLIER sur les PJJ créant des emplois de commis-greffiers en Algérie ; lettre de M. STRAUSS (ministre de l'hygiène) sur la construction d'immeubles à usage d'habitation ; exposé de M. BERENGER sur les projets concernant l'équilibre budgétaire ; examen de la PPL relative aux indemnités de dommages de guerre.

28 février 1924 : PPR sur le PJJ relatif à la réalisation d'économies et à la création de nouvelles ressources fiscales ; audition de M. POINCARE et de M. REIBEL (ministre des régions libérées) sur la PPL relative aux indemnités de dommages de guerre ; exposé de M. BERENGER sur le bilan de la Banque de France ; examen du PJJ sur le douzième provisoire (dépenses recouvrables).

3 mars 1924 : rapport de M. ROUSTAN sur le PJJ autorisant la ville de Saint-Quentin à percevoir des taxes de remplacement ; communication de M. PASQUET sur le projet d'aliénation par la Compagnie française des câbles

télégraphiques de certains câbles ; échanges sur des faits ayant eu lieu au ministère des régions libérées ; examen de la PPL relative aux indemnités de dommages de guerre, contre-rapport de M. BOIVIN-CHAMPEAUX.

5 mars 1924 : lettre de M. BARRERE (ambassadeur de France à Rome) ; rapport de M. SERRE sur le PJJ pour le paiement au Brésil de l'affrètement des bateaux ex-allemands ; exposé de M. BERENGER et examen du PJJ sur le rétablissement de l'équilibre budgétaire.

6 mars 1924 : audition de MM. POINCARE et de LASTEYRIE sur le PJJ relatif à la réalisation d'économies, à la création de nouvelles ressources fiscales et à diverses mesures d'ordre financier.

7 mars 1924 : audition de M. de LASTEYRIE sur le PJJ relatif à la réalisation d'économies et à la création de nouvelles ressources fiscales.

1924

14S 72

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

8 mars 1924 : audition de MM. POINCARE (Président du Conseil) et de LASTEYRIE (ministre des finances) sur le PJJ relatif à la réalisation d'économies, à la création de nouvelles ressources fiscales et à diverses mesures d'ordre financier ; lettre de M. DAUSSET concernant la cession du monopole des allumettes et l'augmentation du prix des tabacs.

9 mars 1924 : examen du PJJ précité (suite).

10 mars 1924 : examen du PJJ précité (suite).

11 mars 1924 : lettre de M. BARRERE (ambassadeur de France à Rome) ; examen du PJJ précité (suite) ; audition de M. LAFFONT (sous-secrétaire d'Etat des postes et des télégraphes) sur les abonnements téléphoniques.

12 mars 1924 : audition de M. de LASTEYRIE sur le PJJ précité, exposé de M. BERENGER ; exposé de M. BERENGER et examen du PJJ sur le régime fiscal des bons du Trésor et des bons de la défense nationale.

20 mars 1924 : lettre de M. de LASTEYRIE sur la PPL relative à la création de coopératives agricoles ; rapport de M. MOREL sur le PJJ relatif à l'emprunt du Cameroun ; ajournement des PJJ sur les emprunts de la ville de Paris et du département de la Seine ; échanges sur les PJJ relatifs aux chemins de fer d'intérêt local ; rapports de M. ROY sur les PJJ relatifs à la législation en matière de cumul, et au mobilier des cours d'assises et tribunaux en Alsace et en Lorraine.

22 mars 1924 : nomination, examen du PJJ relatif à la réalisation d'économies, à la création de nouvelles ressources fiscales et à diverses mesures d'ordre financier.

25 mars 1924 : nominations ; rapport de M. GUILLIER sur le PJJ relatif à la suppression du service par l'Etat français de la garantie du réseau de la Medjerdah ; rapport de M. HUBERT sur le PJJ relatif aux bénéfices de guerre (convention avec la Belgique) ; rapport de M. CHASTENET sur des PJJ relatifs aux crédits pour les funérailles du général MAUNOURY, de MM. de FREYCINET et BARRES ; rapports de M. ROUSTAN sur les PJJ relatifs à la

perception de taxes à Troyes, Fougères et Fourmies ; échanges sur le relèvement du franc.

1924

14S 73 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

28 mars 1924 : avis de M. PELISSE sur le PJJ relatif au service maritime postal entre Le Havre et New York ; rapport de M. LEVY et examen de la PPL relative à certaines indemnités de dommages de guerre ; rapport de M. REYNALD sur le PJJ pour l'application des paragraphes 3 et 5 de l'article 7 de la loi du 1^{er} août 1923 sur le recrutement de l'armée ; rapport de M. HUBERT sur le PJJ pour les frais de réception du roi Ferdinand I^{er} et de la reine Marie de Roumanie.

31 mars 1924 : lettre de M. FRANCOIS-MARSAL (ministre des finances) ; rapport de M. PASQUET sur la PPL pour l'aménagement d'une colonie de repos pour le personnel des PTT ; PJJ portant ouverture et annulation de crédits au titre des budgets des dépenses recouvrables.

2 avril 1924 : lettre de M. de SELVES (ministre de l'intérieur) ; lettre de M. FRANCOIS-MARSAL sur le PJJ concernant l'attribution de subventions et de secours pour reconstitution de capitaux détruits par des calamités publiques ; lettres de MM. LAFFONT et STRAUSS (anciens ministres) ; examen de la PPL relative à certaines indemnités de dommages de guerre ; exposé de M. JEANNENEY et examen du PJJ modifiant le régime fiscal applicable au petit commerce et à la petite industrie ; rapport de M. MILAN sur le PJJ relatif au privilège du Trésor en matière de bénéfices de guerre ; rapport de M. PASQUET sur le PJJ relatif à un échange entre l'Etat et la ville de Cahors ; rapport de M. SCHRAMECK sur le PJJ relatif aux centimes additionnels du département de la Seine.

3 avril 1924 : exposé de M. BESNARD sur le PJJ sur l'institut médico-légal de Paris ; rapport de M. BESNARD sur le PJJ relatif aux retraites des fonctionnaires de l'instruction publique entrés dans les cadres après 30 ans ; avis de M. MILAN sur le PJJ relatif au port rhénan de Strasbourg et sur le PJJ relatif au port d'Oran ; examen du PJJ sur le programme naval ; audition de M. MARIN (ministre des régions libérées) sur la PPL relative à certaines indemnités de guerre ; rapport de M. MILLIES-LACROIX sur le PJJ portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés ; rapport de M. HUBERT sur le PJJ relatif à l'assistance aux Français détenus en Russie ; rapport de M. SCHRAMECK concluant au rejet de la motion relative à l'impression de la déclaration du gouvernement ; avis de M. PASQUET sur le PJJ relatif aux fonctionnaires et candidats fonctionnaires mobilisés pendant la guerre.

5 avril 1924 : audition de M. BOKANOWSKI (ministre de la marine) sur le PJJ sur le programme naval ; avis de M. PASQUET et examen du PJJ sur les avantages de carrière aux fonctionnaires mobilisés ; avis de M. DEBIERRE sur le PJJ pour la cession de l'établissement thermal de Neris ; modification de la loi sur l'assistance aux vieillards ; rapports de M. ROUSTAN sur le PJJ relatif aux indemnités aux communes pour les sépultures militaires, sur le PJJ relatif au cercle national des armées de terre et de mer, sur le PJJ autorisant un

emprunt à l'Indochine ; échanges sur les emprunts conclus à l'étranger pour combattre la baisse du franc.

7 avril 1924 : audition de MM. POINCARE (Président du Conseil) et MARIN sur la PPL visant à soumettre certaines indemnités de dommages de guerre à des comités de préconciliation ; examen du PJJ relatif au régime des pensions civiles et militaires ; audition de MM. LE TROCQUER (ministre des travaux publics), WATIER (directeur des voies navigables et des ports maritimes) et HAELLIN sur le PJJ relatif au port rhénan de Strasbourg ; communication sur le PJJ pour l'exécution de travaux par l'administration des Postes et télégraphes puis audition de M. LOUCHEUR (ministre du commerce et de l'industrie, des postes et télégraphes) et du directeur de l'exploitation téléphonique ; PJJ sur le régime fiscal applicable au petit commerce et à la petite industrie ; rapports de M. ROUSTAN sur le PJJ portant reconstitution du fonds du crédit maritime mutuel et sur le PJJ relatif à la concession de terrains de la caserne de la Pépinière à Paris ; communication sur le relèvement du franc.

8 avril 1924 : examen de la PPL relative à certaines indemnités de dommages de guerre ; rapport de M. REYNALD sur le PJJ relatif aux droits sur la succession de l'ex-impératrice Eugénie.

9 avril 1924 : lettre de M. FRANCOIS-MARSAL (ministre des finances) sur l'opération de la Banque de France pour relever le franc ; audition de M. DELIGNE (directeur général de l'enregistrement) et HUDELO (directeur de l'hygiène au ministère de l'intérieur) sur le PJJ relatif à la cession de l'établissement thermal de Neris ; examen du PJJ sur les retraites des ouvriers de l'Etat ; nomination.

10 avril 1924 : rapports de M. MILAN sur le PJJ sur l'exposition internationale de la houille blanche et du tourisme et sur le PJJ portant acquisition du domaine de Lesdiguières ; avis de M. SCHRAMECK sur l'emprunt de 300 millions de la ville de Paris pour construire des habitations à bon marché ; rapport de M. PERRIER sur le PJJ pour l'installation de la bibliothèque et du musée de la guerre au château de Vincennes ; rapports de M. REYNALD sur le PJJ relatif au tarif des droits à percevoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires et sur le PJJ pour le fonctionnement à l'étranger des services diplomatiques et consulaires ; nomination ; rapport de M. REYNALD sur le PJJ pour la construction d'un hôtel d'ambassade à Tokyo ; rapports de M. SERRE sur des PJJ portant ouverture de crédits pour le ministère de l'instruction publique et des beaux-arts (exposition internationale, enseignement technique, école supérieure d'électricité) ; rapport de M. DEBIERRE sur le PJJ pour les travaux de l'établissement thermal de Bourbonne-les-Bains ; rapport de M. SERRE sur le PJJ encourageant la filature de la soie ; audition du contrôleur général ALOMBERT (secrétaire général du ministère de la guerre) et du commandant PIRAUD sur le PJJ concernant l'installation du cercle militaire.

4 juin 1924 : communication sur la création au ministère de la marine d'une section de la mobilisation militaire et d'une section de la mobilisation industrielle ; exposé de M. BERENGER (rapporteur général) sur la situation financière.

18 juin 1924 : allocution de M. MILLIES-LACROIX (président) sur la situation politique en France ; compte rendu de la visite au gouverneur de la Banque de

France au sujet des crédits ouverts par des banques étrangères pour la défense du franc ; avis de M. GUILLIER sur le P.J.L. relatif aux tribunaux de Blida et de Mascara (Algérie) ; examen du P.J.L. sur la convention entre l'Etat et la Compagnie des chemins de fer du Midi relative à la construction et à l'électrification des lignes nouvelles ; exposé de M. PELISSE sur le P.J.L. relatif au service maritime postal entre Bordeaux et l'Afrique occidentale.

20 juin 1924 : pétition des ouvriers de l'Imprimerie nationale ; rapports de M. PASQUET sur les P.J.L. sur les accidents du travail ; avis de M. ROUSTAN sur le P.J.L. relatif à la fabrication du vinaigre ; échanges sur le monopole de l'alcool industriel et sur le service maritime postal entre Bordeaux et l'Afrique occidentale.

24 juin 1924 : avis de M. JEANNENEY sur le P.J.L. relatif aux lignes de Solesmes à Haspres ; rapport de M. JEANNENEY sur les P.J.L. relatifs aux rachats de voies ferrées d'intérêt local dans les départements du Jura et de Saône-et-Loire ; avis de M. DEBIERRE sur la P.P.L. sur l'assistance obligatoire.

27 juin 1924 : audition de M. MEYER (sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande) sur le service maritime postal entre Bordeaux et l'Afrique occidentale ; rapport de M. MOREL sur le P.J.L. relatif à l'aménagement du port de la Pointe des galets (La Réunion) ; ouverture d'un crédit au budget du ministère des colonies ; compte rendu de M. BERENGER de la visite de M. CLEMENTEL (ministre des finances).

30 juin 1924 : rapports de M. BERENGER et examen de P.J.L. sur les dépenses recouvrables, du P.J.L. sur le report de crédits de l'exercice 1923 à l'exercice 1924, du P.J.L. sur l'exportation des capitaux et l'importation des titres et valeurs mobilières et sur les dépenses de fonctionnement du service d'exportation des capitaux et de la commission des changes ; audition de M. CLEMENTEL sur le P.J.L. relatif aux dépenses recouvrables ; audition de M. PEYTRAL (ministre des travaux publics) sur le P.J.L. relatif aux crédits sur l'exercice 1923.

1924

14S 74 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

2 juillet 1924 : audition de M. HERRIOT (Président du Conseil et ministre des affaires étrangères) et du général NOLLET (ministre de la guerre) sur les conditions d'application du plan du comité d'experts devant la commission des réparations.

4 juillet 1924 : exposé de M. SERRE sur le P.J.L. augmentant le taux des pensions de la Caisse des invalides de la marine ; examen du P.J.L. sur le rachat des fontaines poissonneuses de l'étang de Salces ; rapport de M. REYNALD sur le P.J.L. relatif à la liquidation des dépenses faites en vue d'assister les Russes réfugiés de Crimée ; rapport de M. CHERON et examen du P.J.L. concernant l'acquisition de deux pétroliers par la marine.

9 juillet 1924 : nominations ; examen de la P.P.L. harmonisant la loi sur le bien de famille insaisissable avec les autres lois sur la propriété ; avis de M. PELISSE sur le P.J.L. relatif à la convention pour un échange de mandats de poste entre la France et le Costa-Rica ; examen du P.J.L. sur la convention passée avec la

Compagnie des chemins de fer du Sud.

12 juillet 1924 : examen de la PPL prorogeant jusqu'au 19 juillet 1924 le délai fixé par le 2^e paragraphe de l'article 50 de la loi du 22 mars 1924 (impôts) ; audition de MM. ROBERT (sous-secrétaire d'Etat des postes et des télégraphes) et MILON (directeur de l'exploitation téléphonique) sur le PJJ relatif aux travaux à poursuivre ou à entreprendre par l'administration des postes et des télégraphes ; nomination ; rapports de M. BERENGER (rapporteur général) sur le PJJ sur les contributions directes de l'exercice 1925, sur le PJJ sur les comptes spéciaux de la marine et sur le PJJ sur l'émission du timbre Ronsard ; avis de M. DOUMER sur le PJJ augmentant le nombre de médailles militaires sans traitement à accorder aux militaires des réserves ; observations sur le prix de location du champ de course de Longchamp pour la revue du 14 juillet.

31 juillet 1924 : avis de M. JEANNENEY sur le PJJ sur l'électrification des chemins de fer de Champagnole à Foncine-le-Bas et de Sirod à Boujailles ; rapport de M. JEANNENEY et examen du PJJ sur la convention passée avec la Compagnie des chemins de fer du Sud ; examen du PJJ sur des crédits rectificatifs au budget de 1923 reconduit sur 1924.

1^{er} août 1924 : examen de la PPL ouvrant un crédit supplémentaire pour les dépenses de la Chambre des députés.

5 novembre 1924 : démission ; avis de M. BERENGER sur le PJJ relatif à l'amnistie ; communication sur les frais d'obsèques de Gabriel FAURE.

20 novembre 1924 : constitution du bureau ; nominations.

21 novembre 1924 : audition de M. CLEMENTEL (ministre des finances) sur le PJJ autorisant l'emprunt conclu en Amérique.

25 novembre 1924 : communications de M. MILLIES-LACROIX (président) au sujet de l'emprunt et des rapports du contrôle des dépenses engagées ; observations sur l'examen par la commission du budget de 1925 ; avis de M. JEANNENEY sur le PJJ relatif au chemin de fer de Colomb-Bechar à Kenadza, sur le PJJ relatif aux lignes de Solesmes à Avesnes et de Solesmes à Haspres et sur le PJJ relatif à la convention passée avec la Compagnie des chemins de fer du Midi pour la construction et l'électrification de lignes nouvelles ; avis de M. DOUMER sur le PJJ relatif à la cession à la ville de Boulogne d'une partie du domaine militaire du château de Boulogne.

28 novembre 1924 : rapport de M. BERENGER et examen du PJJ ouvrant des crédits provisoires au titre du budget spécial des dépenses recouvrables ; audition de M. CLEMENTEL sur la situation financière de la France ; adoption du PJJ sur le régime fiscal des associations d'étudiants.

1^{er} décembre 1924 : communication de M. QUEUILLE (ministre de l'agriculture) ; exposé de M. RAIBERTI et examen du PJJ sur l'approvisionnement en blé, en farine et en pain et du PJJ visant à faciliter l'achat d'engrais azotés.

3 décembre 1924 : échanges sur l'ouverture de crédits pour la nomination de l'ambassadeur et de ses collaborateurs auprès du gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de Moscou ; audition de M. QUEUILLE sur le PJJ relatif à l'approvisionnement en blé, en farine et en pain et le PJJ visant à

faciliter l'achat d'engrais azotés.

1924

14S 75 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

5 décembre 1924 : communication de M. HERRIOT sur la nomination sans crédits d'un ambassadeur à Moscou ; avis de M. JEANNENEY sur le PJJ relatif à la construction et à l'électrification de lignes nouvelles sur le réseau du Midi et sur le PJJ relatif aux retraites des petits cheminots ; question à M. CLEMENTEL (ministre des finances) sur l'emploi du produit de l'emprunt contracté aux Etats-Unis ; audition de MM. CLEMENTEL, QUEUILLE (ministre de l'agriculture) et l'intendant général RIMBERT (directeur de l'intendance au ministère de la guerre) sur les PJJ relatifs à l'approvisionnement en blé, en farine et en pain et sur le PJJ relatif à l'achat d'engrais azotés.

10 décembre 1924, incidents relatifs à la convention avec la Banque de France et la création d'un office d'hygiène sociale ; nomination ; examen du PJJ sur l'approvisionnement en blé, en farine et en pain et du PJJ sur l'achat d'engrais azotés (suite) ; examen de la PPL sur les retraites des petits cheminots.

15 décembre 1924 : communication sur la nomination d'un ambassadeur à Moscou ; examen du PJJ sur le rachat des fontaines poissonneuses de l'étang de Salces ; rapport de la commission d'administration sur le PJJ, la PPL et la PPR concernant les conseils de préfecture ; rapport de M. ROUSTAN sur le PJJ sur la commune d'Ugine ; avis sur le PJJ sur la commune de la Ciotat ; nominations.

19 décembre 1924 : examen du PJJ sur le régime des pétroles et créant un office national des combustibles liquides ; avis de M. SCHRAMECK sur le PJJ autorisant la ville de Paris à percevoir une taxe sur les locaux meublés ; examen de la PPL harmonisant la loi sur le bien de famille insaisissable avec les lois sur la propriété ; examen de la PPL sur les allocations d'allaitement ; examen du PJJ sur les habitations à bon marché et la petite propriété.

26 décembre 1924 : rapport de M. PERRIER et examen du PJJ sur les mines de potasse d'Alsace.

29 décembre 1924 : communications de M. MILLIES-LACROIX (président) ; exposé de M. BERENGER (rapporteur général) sur le PJJ pour ratifier la convention conclue avec la Banque de France.

30 décembre 1924, échanges sur le travail de la Chambre des députés et sur le cahier de crédits rectificatifs ; rapport de M. LEBRUN sur le PJJ autorisant la perception des droits produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour 1925 ; audition de M. CLEMENTEL (ministre des finances) sur le PJJ ratifiant la convention avec la Banque de France.

31 décembre 1924, rapport de M. BERENGER sur le PJJ ouvrant des crédits sur l'exercice 1924 ; examen du PJJ ouvrant des crédits applicables aux mois de janvier et février 1925 et audition de M. CLEMENTEL sur ce PJJ, le PJJ autorisant les compagnies de chemin de fer d'émettre des obligations, l'imputation des impôts sur le montant des dommages de guerre, l'allocation d'attente de 500 francs aux fonctionnaires, la convention avec la Banque de

France ; examen du PJJ relatif aux crédits provisoires de janvier et de février 1925 (suite) ; examen de la question de l'attribution aux fonctionnaires d'une allocation exceptionnelle.

1^{er} janvier 1925, échanges sur l'allocation aux fonctionnaires, sur la convention avec la Banque de France, sur le PJJ créant l'Institut international de coopération intellectuelle.

1924 – 1925

14S 76 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

15 janvier 1925 : échanges sur le budget de 1925, la conférence interalliée des ministres des finances, la situation de la trésorerie et les bilans de la Banque de France ; rapports de M. ROY sur le PJJ relatif à la réutilisation des terrains endommagés par la guerre et rachetés par l'Etat en Alsace et en Lorraine et sur la PPL créant une cour d'assises à Belfort ; rapport de M. de MONZIE et examen du PJJ sur l'emprunt de l'Afrique équatoriale française ; rapport de M. DEBIERRE et examen du PJJ sur le prix de journée dans les établissements hospitaliers ; examen du PJJ approuvant une convention avec la Compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy.

21 janvier 1925 : audition de M. CLEMENTEL (ministre des finances) sur les résultats de la Conférence des ministres des finances interalliés, sur la situation de la trésorerie et sur les bilans de la Banque de France.

23 janvier 1925 : ajournement du PJJ sur un emprunt de la ville de Paris pour l'achèvement du métropolitain ; rapport de M. CHASTENET sur le PJJ relatif à la vente amiable d'un immeuble à Viviers ; échanges sur les subventions aux compagnies maritimes, la reconstitution des voies ferrées, la péréquation des traitements et des indemnités de personnels des postes, télégraphes et téléphones et les déclarations de M. CLEMENTEL.

28 janvier 1925 : audition de M. CHAITEMPS (ministre de l'intérieur) sur le PJJ relatif à la réforme des conseils de préfecture, de M. PEYTRAL (ministre des travaux publics), sur les majorations de tarifs et la reconstitution des voies ferrées et de M. MEYER (sous-secrétaire d'Etat à la marine) sur la convention avec la Compagnie de navigation des chargeurs réunis.

29 janvier 1925 : audition de MM. GODART (ministre du travail et de l'hygiène) et GOUSSAULT (inspecteur général des finances) sur le PJJ relatif à la convention entre l'Etat et la compagnie fermière de Vichy ; avis de M. ROUSTAN sur le PJJ relatif à la Caisse des invalides de la marine et sur la Caisse de prévoyance des marins français ; rapport de M. SCHRAMECK sur le PJJ relatif à un emprunt de la ville de Paris pour l'achèvement du métropolitain.

4 février 1925 : avis de M. ROY sur la création de chambres dans des tribunaux civils ; rapports de M. STUHL sur la PPL relative à la pension des mutilés prisonniers de guerre et sur la PPL relative à la pension de réversion aux veuves des mutilés ; rapport de M. de MONZIE sur le PJJ relatif au chemin de fer et au port de la Réunion ; rapports de M. ROUSTAN sur le PJJ relatif à une taxe sur les chasses gardées à Arles, et à une taxe d'assainissement à Maxéville ; rapport de M. BERENGER (rapporteur général) et examen du PJJ sur les crédits

additionnels au budget de 1924.

6 février 1925 : PJJ sur la caisse des invalides de la marine et sur la caisse de prévoyance des marins français ; réorganisation de la commission supérieure des bénéficiaires de guerre ; avis sur le PJJ sur la suppression des conseils de préfecture ; rapport de M. FAURE et examen du PJJ créant l'Institut international de coopération intellectuelle ; rapport de M. MILAN sur le PJJ sur l'exposition de la houille blanche et du tourisme à Grenoble.

9 février 1925 : échanges sur l'Institut international de coopération intellectuelle, et sur le PJJ relatif à l'approvisionnement en blé ; avis de M. JEANNENEY sur le PJJ relatif aux voies ferrées desservant les ports aériens ; examen du PJJ sur les crédits additionnels (suite).

1925 – 1925

14S 77

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

11 février 1925 : communication sur une conférence au ministère des finances sur le bordereau de coupons et sur la situation de la trésorerie ; échanges sur le PJJ relatif à l'approvisionnement en céréales et en farines panifiables ; audition de MM. ROBERT (sous-secrétaire d'Etat des postes et des téléphones) et DELOTETE (directeur du personnel) sur des crédits du budget des postes, télégraphes et téléphones ; examen du PJJ sur l'amodiation des mines de potasse d'Alsace sous séquestre.

12 février 1925, audition de M. ALBERT (ministre de l'instruction publique) sur le PJJ créant l'Institut international de coopération intellectuelle.

13 février 1925 : échanges sur la dernière situation hebdomadaire de la Banque de France ; rapport de M. RAIBERTI sur le PJJ relatif à l'approvisionnement en céréales et en farines panifiables et audition de M. QUEUILLE (ministre de l'agriculture) ; examen du PJJ ouvrant des crédits en annulant sur l'exercice 1924 ; audition de M. MEYER (sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande) sur le PJJ relatif à la caisse des invalides de la marine et à la Caisse de prévoyance.

18 février 1925 : réception du bureau de la commission par M. HERRIOT (Président du Conseil) ; lettre de M. GODART (ministre de l'hygiène) sur la PPL relative aux habitations à bon marché ; examen du PJJ créant l'Institut international de coopération intellectuelle.

19 février 1925 : lettre sur le PJJ créant l'Institut international de coopération intellectuelle ; examen du PJJ sur l'approvisionnement en céréales et en farines panifiables (suite).

25 février 1925 : audition de M. CHAUTEMPS (ministre de l'intérieur) sur le PJJ relatif à l'emprunt de la ville de Paris pour l'achèvement du métropolitain ; avis de M. ROY sur la PPL créant des tribunaux civils à Versailles et au Havre ; examen du PJJ sur la convention avec la Compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy (suite) ; échanges sur le budget.

26 février 1925 : rapports de M. ROUSTAN sur les PJJ relatif à une taxe d'assainissement à Fougères et à des taxes de remplacement à Rivesaltes et Aubin ; exposé de M. BERENGER (rapporteur général) sur la conférence

relative au P.J.L. sur les crédits provisoires de mars 1925.

28 février 1925 : compte rendu d'une entrevue avec M. HERRIOT ; rapport de M. BERENGER et examen du P.J.L. sur les crédits provisoires ; audition de M. HERRIOT sur le P.J.L. fixant le douzième provisoire.

1925

14S 78 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

4 mars 1925 : exposé de M. BERENGER (rapporteur général) sur le budget de 1925 ; adoption du P.J.L. sur l'allocation d'une pension exceptionnelle à la veuve de M. Charles DUPUY (ancien président de la Chambre des députés) ; rapport de M. STUHL sur le P.J.L. supprimant le délai pendant lequel les anciens militaires peuvent demander une pension d'invalidité ; examen du P.J.L. sur l'approvisionnement en céréales et en farines panifiables (suite).

5 mars 1925 : méthode à suivre dans l'examen de la loi de finances ; nomination ; avis de M. JEANNENEY sur le P.J.L. relatif au réseau de la Compagnie des tramways départementaux de la Corrèze ; examen du budget des dépenses de 1925 (marine, agriculture) ; audition de M. QUEUILLE (ministre de l'agriculture) sur le P.J.L. relatif à l'approvisionnement en céréales et en farines panifiables et discussion.

6 mars 1925 : examen du budget des dépenses (mines et forces hydrauliques, aéronautique et transports aériens, pensions, commerce et industrie).

9 mars 1925 : échanges sur les immeubles domaniaux inutilisés ; examen du budget des dépenses (justice, travaux publics, imprimerie nationale, postes, télégraphes et téléphones, colonies) ; rapport de M. BERENGER sur le P.J.L. relatif à la rémunération du personnel comptable et administratif du service des prestations en nature.

10 mars 1925 : examen du budget des dépenses (marine marchande, ports et pêches, enseignement technique, Ecole centrale, travail, guerre, poudres, régions libérées).

11 mars 1925 : exposés de M. BERENGER sur le budget de la guerre et du général HIRSCHAUER sur l'aviation ; examen du budget des dépenses (affaires étrangères, intérieur, beaux-arts, postes, télégraphes et téléphones).

12 mars 1925 : examen du budget des dépenses (monnaies et médailles, instruction publique) ; communication sur le budget des affaires étrangères.

13 mars 1925 : examen du budget des dépenses (Légion d'honneur, hygiène, finances).

14 mars 1925 : examen du budget des dépenses (manufactures de l'Etat en Alsace et en Lorraine, chemins de fer de l'Etat et d'Alsace-Lorraine) ; audition de M. HERRIOT (Président du Conseil) sur le budget du ministère des affaires étrangères ; examen du budget des dépenses (agriculture, caisse des invalides de la marine) ; P.J.L. unique pour les budgets des dépenses et des recettes ; dépôt des rapports.

17 mars 1925 : échanges sur les immeubles domaniaux inutilisés ; fixation de l'ordre des travaux de la commission ; examen du budget des dépenses

(augmentations des traitements des fonctionnaires).

1925

14S 79

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

18 mars 1925 : examen du budget des recettes (articles 1 à 20).

19 mars 1925 : examen du budget des recettes (articles 21 à 86).

20 mars 1925 : examen du budget des recettes (articles 87 à 172).

21 mars 1925 : examen du budget des recettes (articles 173 à 221 et 236 à 363, 23 à 25).

23 mars 1925 : salle des séances de la commission ; échanges sur l'équilibre du budget de 1925.

28 mars 1925 : audition de M. HERRIOT (Président du Conseil) sur le P.J.L. créant un office de prestations en natures à recevoir de l'Allemagne en exécution des traités de paix.

30 mars 1925 : échanges sur les réductions opérées par la commission sur les divers budgets.

1925

14S 80

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

31 mars 1925 : rapport de M. BERENGER et examen du P.J.L. portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1924 ; audition de M. CLEMENTEL (ministre des finances) sur le P.J.L. relatif aux crédits provisoires d'avril 1925.

4 avril 1925 : nomination ; examen du P.J.L. créant un office national des prestations en nature ; interpellation adressée par M. BLAIGNAN à M. ALBERT (ministre de l'instruction publique) sur la suspension de M. BERTHELEMY (doyen de la faculté de droit de Paris).

9 avril 1925 : examen du chapitre 178 du budget du ministère de l'instruction publique (congés de longue durée) ; échanges à propos d'un document publié par le journal *Le Quotidien*.

15 avril 1925 : examen du P.J.L. sur la limitation de l'émission fiduciaire de billets de la Banque de France et à l'élévation des avances de la Banque de France à l'Etat ; audition de M. CAILLAUX (ministre des finances) sur la Banque de France ; incident (communication d'un procès-verbal de commission).

24 avril 1925 : nomination ; refus d'audition de M. de LASTEYRIE ; examen du P.J.L. relatif aux crédits provisoires de mai et juin 1925 ; examen du P.J.L. annulant et ouvrant des crédits sur l'exercice 1925 par suite de modifications apportées à la composition du gouvernement ; rapport de M. REYNALD sur le P.J.L. relatif à la légation de France à Bangkok ; rapport de M. ROUSTAN sur le P.J.L. relatif à un emprunt à contracter par la Société du gaz de Paris ; rapport de M. BERENGER sur le P.J.L. relatif aux calamités publiques en 1922, 1923 et 1924 ; P.J.L. sur le délai pendant lequel les anciens militaires peuvent demander

61

une pension d'invalidité.

23 mai 1925 : examen de la lettre rectificative au projet de budget de l'exercice 1925 ; audition de M. CAILLAUX sur les rectifications apportées au budget.

26 mai 1925 : examen des modifications demandées par M. CAILLAUX au texte précédemment adopté par la commission de la loi de finances ; nouvel examen du chapitre 9 du budget des affaires étrangères.

27 mai 1925 : examen des nouvelles propositions de M. CAILLAUX (suite).

28 mai 1925 : examen des nouvelles propositions de M. CAILLAUX (suite) ; examen d'une disposition additionnelle à l'article 2 du PJLF ; modifications du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones et à l'article 101 du PJLF.

29 mai 1925 : amendement au PJLF sur l'augmentation des pensions de guerre ; amendement sur l'interdiction du cumul pour les fonctionnaires réformés de guerre ; audition de M. CAILLAUX et de directeurs du ministère des finances sur les amendements et plusieurs articles du PJLF ; audition de M. DELBOS (sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique) sur l'institution de la taxe d'apprentissage ; audition de M. ANTERIOU (ministre des pensions) sur le PJLF ; examen d'articles du PJLF de finances (suite).

30 mai 1925 : échanges sur l'équilibre du budget de 1925.

9 juin 1925 : avis de M. DEBIERRE sur le PJJ relatif à la convention entre l'Etat et la Compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy.

11 juin 1925 : examen de l'article 155 (taxes sur les sucres employés à la fabrication des apéritifs) ; avis de M. JEANNENEY sur des PJJ relatif à la construction de chemins de fer en Algérie ; rapport de M. DEBIERRE sur des PJJ autorisant des emprunts à des hôpitaux ; rapports de M. ROY sur le PJJ relatif au relèvement de la natalité en Alsace-Lorraine et sur le PJJ relatif aux allocations versées aux titulaires de rentes de l'institut d'assurance-invalidité de Strasbourg et de la Caisse des pensions des chemins de fer d'Alsace et Lorraine ; examen du PJJ modifiant le taux des impôts locaux sur les traitements et salaires en Alsace-Lorraine ; rapport de M. ROY sur le PJJ créant trois postes de conseillers à la cour d'appel d'Alger ; échanges sur le PJJ relatif au programme naval.

18 juin 1925 : échanges sur les loyers et habitations à bon marché, sur la suppression de 20 000 emplois de fonctionnaires, sur les fonctionnaires membres des conseils d'administration de certains offices publics, sur le congrès du personnel des postes, télégraphes et téléphones à Toulouse ; rapport de M. JOSSOT sur des PPL concernant les pupilles de la nation ; avis de M. ROY sur le PJJ relatif aux dommages de guerre en Alsace-Lorraine.

1925

14S 81 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

24 juin 1925 : examen du PJJ relatif à l'établissement d'une ligne de chemin de fer de Gouttières à Eyguérande ; examen du PJJ établissant une taxe d'apprentissage.

24 juin 1925 : audition de M. PAINLEVE (Président du Conseil) sur les

opérations au Maroc.

26 juin 1925 : observations sur le P JL financier ; examen du P JL relatif à la taxe d'apprentissage.

27 juin 1925 : examen du P JL ayant pour objet de parer aux difficultés de la trésorerie et d'alléger la dette flottante ; audition de MM. PAINLEVE (Président du Conseil) et CAILLAUX (ministre des finances) sur le P JL ayant pour objet de parer aux difficultés de la trésorerie et d'alléger la dette flottante, suivie d'un échange de vues entre les membres de la commission.

29 juin 1925 : lecture d'un document relatif aux bons de la défense nationale ; examen des conventions avec la Banque de France et la société fermière de Vichy ; examen du P JL relatif à la ligne de chemin de fer de Bonnat à Evaux ; examen du P JL relatif au canal de Manosque ; examen de la PPL relative à l'abattage du châtaignier.

30 juin 1925 : examen du P JL relatif aux crédits provisoires de juillet 1925 ; examen du P JL portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1924 ; observations à propos des souscriptions et des remboursements de bons de la défense nationale ; question de la télégraphie sans fil ; examen du P JL établissant le programme naval ; audition de M. BOREL (ministre de la marine) sur le P JL relatif à l'exécution du programme naval ; renforcement du personnel technique et exécution du programme naval.

3 juillet 1925 : audition de MM. HESSE (ministre des colonies) et ANTONETTI (Gouverneur de l'Afrique équatoriale française) sur la situation financière, économique et politique de cette colonie ; examen du P JL relatif au relèvement des pensions des ouvriers mineurs, de leurs veuves et de leurs orphelins.

4 juillet 1925 : examen du P JL portant fixation du budget général de l'exercice 1925 (crédits du ministère des finances, de l'intérieur, de la guerre, de l'instruction publique, du commerce, des postes et télécommunications, de l'institut international de coopération intellectuelle).

6 juillet 1925 : examen du P JL portant fixation du budget général de l'exercice 1925 (taxe foncière, impôt sur les bénéfices agricoles, impôt sur le revenu, impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, taxe d'apprentissage, droits de mutation, droits sur les successions, taxe sur les cartes d'identité délivrées aux étrangers, droits de timbre, impôt sur les sociétés d'assurance, impôt sur les banques et les sociétés de crédit, impôts sur les importations de produits agricoles, impôt sur les opérations de mandat, impôt sur la mise en circulation des véhicules automobiles, taxe sur les jeux et les casinos, tarifs postaux, réforme des traitements des personnels civils et militaires, droits sur les tabacs et les allumettes, imposition des manufactures).

7 juillet 1925 : approbation de l'équilibre du budget de 1925 ; examen de deux P JL relatifs aux échanges de mandats postaux avec des pays étrangers.

10 juillet 1925 : examen du P JL portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts en 1924 ; examen du P JL relatif aux opérations au Maroc ; examen du P JL portant fixation du budget général de l'exercice 1925 (état de la discussion à la Chambre des députés) ; examen de la convention relative au gouvernement de la Sarre ; examen du P JL portant création d'un secrétariat général des postes et télécommunications ; suppression du délai

pendant lequel les anciens militaires peuvent demander une pension ; rapport de M. ROUSTAN sur le fonds de subvention aux départements ; examen du P JL relatif à la Banque de Madagascar ; question du monopole de l'alcool industriel.

12 juillet 1925 : situation des bons de la défense nationale ; examen du P JL portant fixation du budget général de l'exercice 1925 (instruction publique, ministère du travail et de l'hygiène, budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, impôt sur les bénéfiques agricoles, impôt global sur le revenu, déclaration des avoirs à l'étranger, taxe d'apprentissage, apprentissage agricole, saisine sur les biens à l'étranger, taxe sur le chiffre d'affaires).

13 juillet 1925 : démission de M. MILLIES-LACROIX (président de la commission) ; examen du P JL portant fixation du budget général de l'exercice 1925 (impôts fonciers, impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, impôt sur les établissements de banque et de crédit, taxe sur les opérations de mandat, taxe sur les théâtres et les cinémas, taxe sur les tabacs et les allumettes, taxe sur les viandes de bœuf, de porc et de cheval) ; audition de M. CAILLAUX (ministre des finances) sur le P JL portant fixation du budget général de l'exercice 1925 ; audition de M. PAINLEVE (Président du Conseil) sur la question de la non-déduction pour le calcul du revenu imposable de l'impôt payé l'année précédente) ; examen du P JL portant fixation du budget général de l'exercice 1925 (derniers articles restant en litige entre la Chambre des députés et le Sénat).

1925

14S 82 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

11 novembre 1925 : constitution du bureau ; débat sur un incident de procédure (renvoi à une commission spéciale d'un texte du ressort de la commission des finances).

12 novembre 1925 : P JL portant création d'une banque d'émission à Madagascar.

18 novembre 1925 : recommandations au rapporteur en charge du budget de l'intérieur ; P JL portant création d'une banque d'émission à Madagascar ; audition à ce sujet de M. Léon PERRIER (ministre des colonies) ; P JL relatif à l'électrification des voies ferrées de Sauveterre à Peyrehorade ; P JL modifiant les conditions d'exploitation des lignes concédées à la Société des voies ferrées départementales du Midi ; question de l'électrification de ces lignes ; P JL portant aliénation du fort de Fouras ; P PL de M. Victor PEYTRAL tendant à reporter au 1^{er} juillet le point de départ de l'année budgétaire.

23 novembre 1925 : P JL autorisant le gouvernement à passer une convention avec le gouverneur de la Banque de France ; audition à ce sujet de M. Paul PAINLEVE (ministre des finances et Président du Conseil).

3 décembre 1925 : P PL modifiant loi du 27 juillet 1917 relative aux pupilles de la nation ; P JL relatif au dégagement et à l'aménagement des cadres de l'armée ; correspondance entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France ; P JL instituant des mesures exceptionnelles destinées à assurer l'équilibre de la trésorerie ; audition à ce sujet de M. Aristide BRIAND (Président du Conseil et ministre des affaires étrangères), et de M. Louis

LOUCHEUR (ministre des finances) ; P.J.L. augmentant le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères de Paris ; P.J.L. autorisant la ville de Paris à percevoir une taxe sur les affiches ; P.J.L. relatif à la révision des marchés passés pour la restitution des corps des militaires et le regroupement des tombes dans les cimetières nationaux ; P.J.L. supprimant le délai de demande des pensions d'invalidité ; demande au sujet du placement éventuel des obligations allemandes créées en exécution du plan DAWES ; communication au sujet des souscriptions de bons de la défense nationale, et sur la hausse des changes.

23 décembre 1925 : nomination du président et du rapporteur général ; P.J.L. autorisant la ville de Brignoles à percevoir une taxe sur les immeubles situés dans les voies pourvues d'égouts ; P.J.L. autorisant le département de la Seine à percevoir une taxe pour le dépôt de corps à l'Institut médico-légal ; P.J.L. relatif au retrait des bons de monnaie émis par les Chambres de commerce depuis le mois d'août 1914 ; P.J.L. supprimant le délai de demande des pensions d'invalidité.

24 décembre 1925 : P.J.L. autorisant la ville de Paris à percevoir une taxe sur les affiches ; P.J.L. portant attribution des terrains de l'hôtel de Rohan (ancienne Imprimerie nationale).

28 décembre 1925 : P.J.L. prorogeant la loi du 22 octobre 1919 sur les chemins de fer d'intérêt local ; observations relatives à l'électrification du réseau du Midi ; P.J.L. relatif au retrait des bons de monnaie émis par les Chambres de commerce depuis le mois d'août 1914 ; observations sur les modifications apportées à la composition du Gouvernement ; P.J.L. supprimant le délai de demande des pensions d'invalidité.

30 décembre 1925 : communication relative aux bons de la défense nationale ; débat sur la procédure pour la désignation de nouveaux rapporteurs ; P.J.L. portant régularisation des crédits ouverts par décrets au titre de l'exercice 1925 ; P.J.L. relatif aux crédits provisoires de l'exercice 1925.

31 décembre 1925 : P.J.L. ouvrant et annulant des crédits sur l'exercice 1925 ; P.J.L. relatif au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1925 ; P.J.L. relatif à des frais de déplacement au Levant et au Maroc, ainsi qu'à des indemnités exceptionnelles aux chefs des familles rapatriées de l'armée du Rhin ; P.J.L. concernant les retraites de certains fonctionnaires de l'instruction publique ; P.P.L. modifiant loi du 27 juillet 1917 relative aux pupilles de la nation ; communication relative aux bons de la défense nationale ; P.J.L. portant ouverture de crédits supplémentaires au titre du relèvement des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat ; P.J.L. relatif à un douzième provisoire ; audition de M. Anatole de MONZIE (ministre des travaux publics) sur la circulation sur les voies ferrées du matériel appartenant à l'administration des Postes ; audition de M. Jean OSSOLA (sous-secrétaire d'Etat à la guerre) sur l'engagement de dépenses pour les services de l'artillerie, du génie et de l'habillement.

1^{er} janvier 1926 : P.J.L. relatif à un douzième provisoire.

1925